La question basque en 1975

voir notre dossier pages 4 à 7

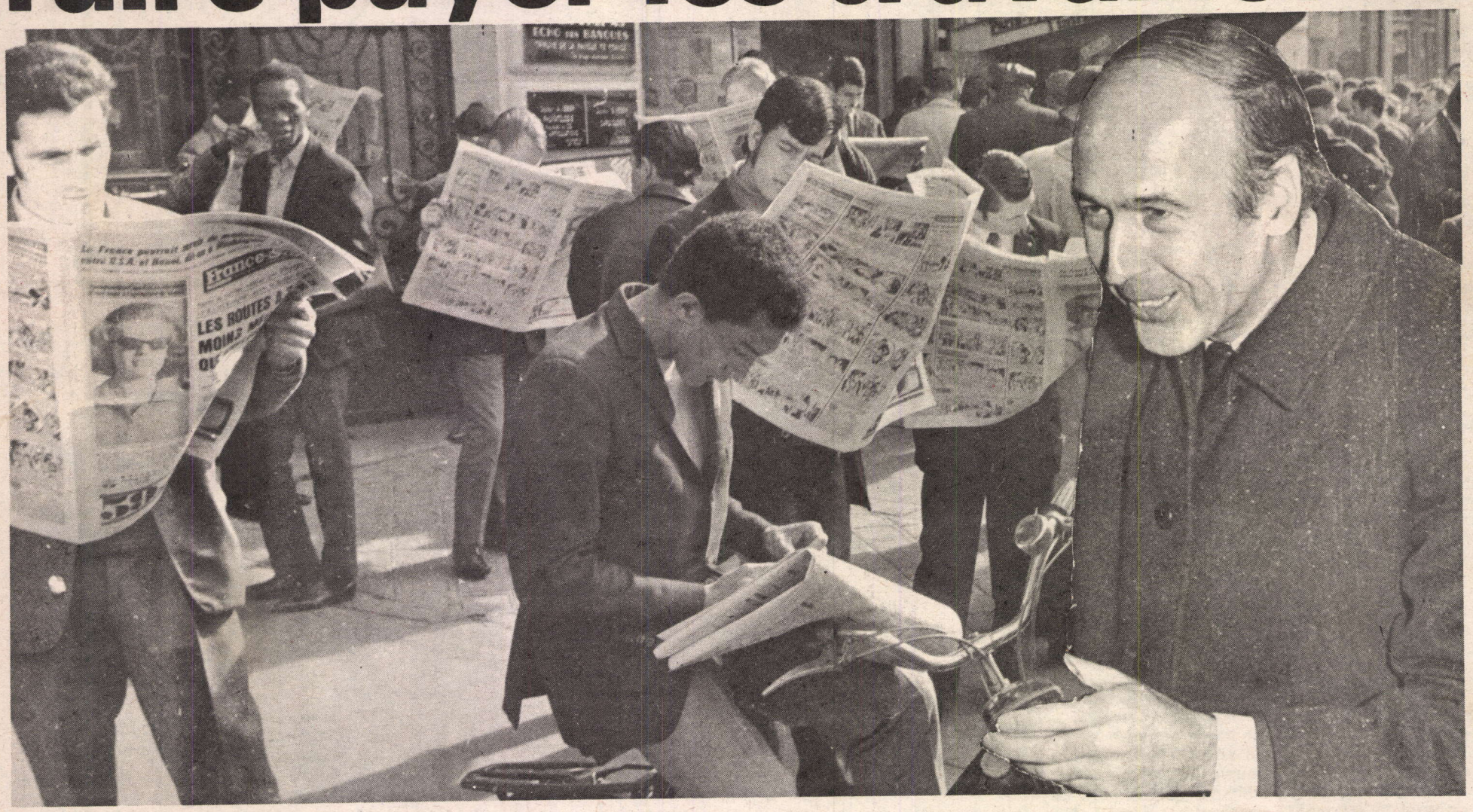
lutte ouvrière

Hebdomadaire — Paraît le samedi — N° 361 - 2 août 1975 — Prix : 2 F

les viticulteurs en colère

P. 12

Le plan Giscard : faire payer les travailleurs



Helsinki : ils causent, ils causent...

P.4

Détroit : la révolte des noirs américains

P.4

sommaire

EN FRANCE

Page 9 :
— Idéal-Standard : les patrons mettent la clé sous la porte.
— Les lads continuent la lutte.
— Deux mois de grève à Rail-Service.

Page 12 :
— Les viticulteurs en colère.
— Lutte Ouvrière sur les routes des vacances.

DANS LE MONDE

Page 4 :
— Helsinki : de la poudre aux yeux.
— Portugal : les militaires seuls au pouvoir.
— USA : révolte dans le ghetto noir de Detroit.
— Victoire pour Cuba.

DOSSIER

Pages 5 à 8 :
— La question basque en 1975.

DIVERS

Page 10 :
— Livres : Cette nuit, la liberté de D. Lapierre et L. Collins ; C'est possible de Monique Piton.

Page 11 :
— Sélection télévision.

lutte ouvrière

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O. - Département Offset-Presse
4 ter, rue du Boulol, Paris
Imprimé par Graphie-Presse - Epinay

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

ABONNEMENT D'UN AN

FRANCE : 50 F

ÉTRANGER : 80 F

GISGARD NOUS PROPOSE DE NOUS HABITUER A LA CRISE

LORS de son interview télévisée du 29 juillet, Giscard d'Estaing a adopté un ton nouveau. Il n'a pas tenté de minimiser la crise actuelle ou de nous affirmer, comme il l'a si souvent fait dans le passé, que bientôt tout ira mieux grâce à la sage politique du gouvernement. Il est vrai que de tels propos, devant la hausse incessante des prix et le développement du chômage, ne tromperaient plus personne. Il a reconnu que la situation économique était sérieuse, et a même déclaré en substance que la période de croissance économique qui avait suivi la Deuxième Guerre mondiale était terminée.

Mais que Giscard soit devenu plus pessimiste ne change rien à l'affaire pour les travailleurs. D'ailleurs, ce ton nouveau correspond manifestement bien plus au désir de convaincre les travailleurs d'accepter les sacrifices qu'à un soudain accès de franchise. Car le problème fondamental n'est pas de savoir si le représentant des patrons et des banquiers qui se trouve à l'Elysée essaie de nous peindre l'avenir en rose ou en gris. Le problème est de savoir qui, des travailleurs ou des patrons, fera les frais de la crise.

Giscard d'Estaing a annoncé qu'un « programme vigoureux » de soutien à l'activité économique serait adopté par le Conseil des ministres du 4 septembre. Nous ne savons évidemment pas de quelles mesures exactement il s'agira. Mais ce que nous pouvons déjà savoir, c'est qu'il ne s'agira pas de mesures en faveur des travailleurs, parce que Giscard est le représentant des patrons, et que toutes les mesures qu'il a prises jusqu'à ce jour étaient des mesures en faveur des patrons.

D'ailleurs, si Giscard n'a pas annoncé de mesures précises, il a montré le bout du nez en expliquant qu'il faudrait qu'un certain nombre de travaux, jusqu'ici effectués par des travailleurs immigrés, le soient dorénavant par des travailleurs de nationalité française. Parce que, qu'est-ce que cela signifie, sinon que le gouvernement envisage de diminuer le chômage en réduisant le nombre de travailleurs immigrés présents en France ? Et faire effectuer les tâches qui étaient celles de ces travailleurs (des tâches généralement mal payées) par des travailleurs français, cela signifiera forcément, pour ces travailleurs français, une diminution de leur niveau de vie. Quel que soit le point de vue sous lequel on examine le problème, c'est sur le dos des travailleurs, français et immigrés, que Giscard veut faire porter le poids de la crise.

Le pire est que le gouvernement n'a pas même besoin de prendre des mesures spéciales pour qu'il en soit ainsi. Il lui suffit de laisser faire, de laisser les prix augmenter (et si la hausse officielle n'a été que de 0,7 % en juin, les produits alimentaires, en pleine saison, ont encore augmenté de 0,9 %), de laisser les patrons licencier, puisqu'ils en ont le droit dans cette société, pour que ce soient finalement les travailleurs et les consommateurs (et les travailleurs sont aussi des consommateurs) qui fassent les frais de la crise actuelle.

Mais si les travailleurs ne veulent pas subir ce sort-là, ils ne doivent pas, eux, rester passifs. Il leur faudra se battre, imposer par la lutte l'interdiction de tout licenciement, le partage du travail entre tous avec maintien de l'intégralité du pouvoir d'achat, et, face à la hausse incessante des prix, une véritable échelle mobile des salaires, automatique, mensuelle, et basée sur des indices établis par la classe ouvrière et ses organisations.

Août n'est certes pas la meilleure période de l'année pour entreprendre une telle lutte, puisque la plupart des travailleurs sont en vacances. Mais ces vacances, ce peut être l'occasion de nous préparer aux luttes qu'il nous faudra mener à la rentrée de septembre. Qu'il nous faudra mener si nous voulons pouvoir prendre de vraies vacances l'an prochain !

Arlette LAGUILLER.

M. ANSQUER RACCOMODE

Ne croyez pas que l'on n'ait pas d'idées dans les ministères. Ainsi M. Ansquer — qui est, paraît-il, ministre du Commerce et de l'Artisanat — vient de décider de partir en guerre contre le gaspillage. Il compte mettre l'accent sur les activités d'entretien et de réparation. Le progrès est en marche. Nous voilà revenus à l'ère du raccomodage et de l'œuf à repriser.

S'il s'agissait d'exiger des fabriquants qu'ils fournissent désormais des produits de meilleure qualité, on pourrait se réjouir de telles propositions. Mais il ne s'agit nullement de cela. Il s'agit plutôt d'instituer, d'organiser la dégradation du niveau de vie imposée à la population laborieuse par la crise. Et, dans ce but, on prépare une vaste campagne psychologique. « Ne jetez plus, réparez », va-t-on dire, comme si le gaspillage était le fait des plus pauvres, déjà contraints depuis longtemps à prendre soin de tout pour pouvoir joindre les deux bouts.

Du gaspillage, certes il en existe, et à grande échelle, dans cette société. Tel par exemple le gâchis énorme constitué par la construction du fameux abattoir de la Villette ou celui du Concorde. Tel celui des fruits et légumes que l'on jette chaque année, parce que les capitalistes de l'alimentation ne veulent pas les commercialiser à des conditions qui ne leur permettraient plus de faire la marge de profits habituelle. Le gaspillage, il est aussi organisé, institué par l'Etat qui entretient un lourd appareil pour opprimer la majorité de la population. Le gaspillage, c'est par exemple la force de frappe, c'est les CRS. Mais ce gaspillage-là, M. Ansquer ne s'y attaquera pas. Au contraire, toutes les mesures qu'il envisage de prendre visent à le masquer, en voulant faire faire aux Français des économies de bouts de chandelles.

GUADELOUPE : Des écoles, mais pas de travail

OLIVIER STIRN, secrétaire d'Etat aux prétendus Territoires et Départements d'Outre-Mer, a déclaré, au cours de la tournée officielle qu'il fait actuellement aux Antilles : « L'effort maximum semble être fait en faveur de la jeunesse, notamment les équipements scolaires, ce qui est d'ailleurs l'optique du gouvernement, afin d'aboutir à une départementalisation réelle, c'est-à-dire à une identité du niveau et de la qualité de la vie des Guadeloupéens et des métropolitains. »

Certes, la jeunesse guadeloupéenne est scolarisée. Mais présenter cela en 1975 comme un exploit, cela montre que les sous-ministres responsables des DOM-TOM n'ont guère de choses à mettre au bilan ! Et surtout, ce que Stirn ne dit pas, c'est que cette jeunesse dont il parle n'a pour tout avenir que le chômage dans son propre pays. Ce qu'il ne dit pas c'est que la plupart d'entre eux devront s'expatrier pour trouver un emploi ; c'est que les rares qui ont la chance de trouver un travail sur place ont pour la plupart un salaire dérisoire, alors que les prix des denrées les plus élémentaires sont encore plus élevés qu'en France.

LES GANGSTERS DE LA BRIGADE « ANTIGANGS »

LE jour en jour, l'affaire de la fusillade de la rue de Valmy à Charenton, le 23 juillet dernier, prend des proportions plus accablantes pour les policiers de la « brigade de recherches et d'intervention », dite « brigade antigangs ». En effet, il vient d'apparaître que Eugène Pottier, le policier de 25 ans tué par erreur par ses collègues, n'avait pas été atteint d'une ou deux balles comme on l'avait dit tout d'abord, mais de sept. Cela témoigne, non seulement du grand nombre des contradictions officielles, mais aussi de l'acharnement peu commun mis par les policiers de la « brigade antigangs » à tuer leur collègue.

Mais surtout, il apparaît maintenant que le policier n'a pas été la seule victime de cette affaire. Deux jeunes postiers ont révélé avoir été également traqués par la police lors de la fusillade, alors que les rapports de police, volontairement, ont fait le silence sur ce point. Il faut dire que ce qui est arrivé à ces deux postiers est singulièrement édifiant sur le comportement des policiers de la brigade « antigangs ».

Alors qu'ils se rendaient à la cantine des P.T.T., en moto, les deux jeunes gens, Jean-Pierre Vives et Armand Payet, durent tourner vivement à gauche pour éviter une voiture qui « grillait » un feu rouge. Ils se trouvèrent alors assiégés par une dizaine d'hommes armés, sortis de trois voitures, qu'ils prirent pour des malfaiteurs, puisqu'ils n'avaient pas jugé bon de décliner leur qualité de policiers. C'est pourquoi les deux postiers, pris de peur — et on les comprend — ne virent d'autre solution que la fuite. Ils furent alors poursuivis, et reçurent tous deux une balle dans la jambe, avant d'être roués de coups de poing, de pied, et de coups de crosse. Ils sont maintenant à l'hôpital.

Pourquoi cet acharnement contre les deux postiers ? Il s'agit tout simplement d'une « erreur » de plus. Les policiers recherchaient, paraît-il, un motocycliste ayant un casque rouge. C'était malheureusement le cas de Jean-Pierre Vives, et cela aurait pu lui coûter la vie !

L'affaire fait scandale parce que cette fois, c'est un policier qui a été la principale victime des policiers à la gâchette facile, et cela a entraîné de violentes protestations dans la police elle-même. Mais, le cas des jeunes postiers le montre, c'est tout un chacun qui peut être victime des « méprises » de ces policiers qui se croient tout permis, et à qui effectivement tout est permis avec la bénédiction de l'Etat et les éloges de Poniatowski.

André FRYS

ENCORE des attentats RACISTES !

Les racistes ont encore une fois frappé. Trois bombes ont en effet explosé simultanément dans la nuit du 26 juillet, endommageant les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, à Paris, Lyon et Roubaix.

Poniatowski s'est empressé de déclarer que la police mettrait tout en œuvre pour découvrir les coupables. Une déclaration parmi tant d'autres, qui n'engage à rien. Car dans la recherche des auteurs d'exactions racistes, la police se montre d'une troublante inefficacité. Pratiquement aucun n'a été retrouvé par la police.

On peut sans doute s'indigner de l'impunité dont jouissent les racistes, mais on ne peut guère s'en montrer surpris. Car cette police, qui est censée leur faire la chasse, n'est-elle pas elle-même gangrénée par le racisme ?

Chasse gardée

Pour une fois, ce ne sont pas des policiers français qui ont eu la gâchette facile, le dimanche 27 juillet, à Saint-Raphaël. C'est un policier italien. Ayant pris en filature, à la frontière, un néo-fasciste italien meurtrier de deux de leurs collègues, les policiers italiens l'ont arrêté à Saint-Raphaël. L'arrestation a donné lieu à une fusillade, et le néo-fasciste a été gravement blessé.

Les policiers italiens ont fait aussitôt l'objet d'une inculpation devant la justice française. En effet, ils ne sont pas habilités à intervenir sur le territoire français, chasse gardée, comme chacun sait, pour les hommes de la « brigade anti-gangs » de Poniatowski !

Que l'on inculpe les policiers à la gâchette trop facile, cela devrait aller de soi. Mais pourquoi ne le faire que quand il s'agit de policiers étrangers ? Est-ce que les débordements d'un bon flic français de la « brigade anti-gangs » sont moins dangereux pour la population que ceux d'un flic italien qui a passé la frontière ? Il y a quelque temps, c'étaient des policiers espagnols qui passaient la frontière française pour traquer des nationalistes basques... impunément. Il est quand même curieux que les inculpations de ces policiers soient moins rapides à venir, que celle de ces policiers italiens traquant, une fois n'est pas coutume, un membre dangereux de l'extrême-droite !

A.F.

LEUR JUSTICE...LEUR JUSTICE...LEUR JUSTICE...

● Une nouvelle fois, le juge Pascal dessaisi d'un dossier

LE 27 décembre dernier, à Liévin, dans les mines du Nord, une catastrophe minière fit quarante-deux morts. Comme il est de coutume en pareil cas, une enquête judiciaire fut ouverte. Et le ressort territorial de la tragédie détermina la compétence d'un juge d'instruction que l'affaire Dewevre avait fait connaître : le juge Pascal.

Depuis six mois, le juge Pascal mène donc son enquête. Il a, dès le début, mis nettement en cause la direction des Houillères et a inculpé un ingénieur du Bassin. Il a par ailleurs déclaré publiquement que **« ce n'était pas la fatalité qui était à l'origine du coup de grisou »**, que les conditions de sécurité étaient en cause et que d'autres inculpations seraient prononcées. De plus, dans le même esprit, il a mené son enquête de concert avec les représentations syndicales de mineurs.

Aujourd'hui, après six mois d'enquête, le juge Pascal est dessaisi. Les motifs juridiques invoqués ne sont guère convaincants. Le juge a commis des erreurs de forme dans la procédure : par exemple, il est descendu au fond de la mine sans être accompagné de son greffier. De même, il a interrogé le prévenu, Coquilde, sans que son greffier soit présent.

Inutile de dire que les hommes des Houillères, auxquels les conseils juridiques ne manquent pas, n'ont pas laissé passé ces erreurs.

Bien entendu, il aurait été possible, étant donné le caractère formel des erreurs, de régulariser la procédure pour que le juge Pascal continue son enquête. Ce n'est pas cette solution qui a été choisie par la Magistrature : le juge a été dessaisi.

Conséquence : l'enquête, six mois après, repartira presque à zéro. Et probablement sur d'autres bases, avec un magistrat beaucoup plus respectueux sans doute de la hiérarchie des Houillères.

Un nouvel exemple de « l'indépendance » de la Justice !

● Lipsky est sévèrement condamné, mais les banques sont intouchables

LES juges ont condamné Claude Lipsky, impliqué dans l'escroquerie du Patrimoine Foncier, à cinq ans de prison ferme, 100.000 F d'amende et le paiement, en partie avec d'autres prévenus, de la somme de 27.600.000 nouveaux francs qui devront être versés aux souscripteurs spoliés.

Claude Lipsky, qui était en liberté provisoire après avoir fait vingt-huit mois de détention provisoire, a été arrêté à l'audience même pour être reconduit en prison.

Le jugement est sans complaisance, car il est assez rare qu'un prévenu ne bénéficie pas du sursis dans ces conditions. Mais finalement, Lipsky n'est pas spécialement à plaindre. Il a joué gros et il a perdu.

Seulement, il n'est quand même pas le seul. Des milliards se sont envolés, mais pas dans la nature. Indépendamment de comparses secondaires que le tribunal n'a pas oubliés, l'avocat Rochenoir, les associés de Lipsky, il y a aussi des organismes bancaires qui ont largement usé et abusé des sommes soustraites. C'est le cas de trois banques directement impliquées : Neuflize-Schlumberger-Mallet, le Comptoir Financier et la Banque Européenne de Financement.

En ce qui concerne ces banques, le tribunal a noté que leur *« responsabilité était lourdement engagée »*, qu'il y avait *« collusion des trois établissements de crédit avec Lipsky »*. Mais il a souligné aussi que les juges ne pouvaient pas *« qualifier pénalement la responsabilité des établissements financiers »*. En somme, et en guise de conclusion, *« le tribunal ne peut que stigmatiser le comportement des trois banques »*.

Les dirigeants des banques et les actionnaires seront certainement très sensibles aux condamnations « morales » du tribunal !

VIOLENCES POLICIERES ORGANISEES EN AVIGNON

Lundi 28 juillet, la police est intervenue place de l'Horloge. A 22 h 30, plusieurs centaines de CRS ont bouclé toute la place, tandis qu'un commissaire de police annonçait : « Consommateurs, ne bougez pas, c'est un contrôle d'identité ».

Presque aussitôt, des membres de la police s'en sont pris à de jeunes gitans âgés de 8 à 14 ans qui vendent régulièrement des cacahuètes sur la place. Ils les ont poursuivis, matraqués et frappés à terre. Les parents qui essayaient de s'interposer ont été eux-mêmes frappés et le père embarqué violemment.

Comme des passants et des consommateurs protestaient, ils ont été à leur tour pris à partie brutalement par les policiers. Des journalistes se sont vu arracher leur pellicule et parfois même sous la menace de revolvers.

L'opération s'est poursuivie jusqu'à une heure du matin. Près de 150 personnes ont été conduites dans un hangar près de la gare, préalablement préparé à cet effet et d'où elles semblent n'avoir été relâchées que vers 3 heures du matin. Parmi elles, de nombreux travailleurs immigrés qui ont dû subir, de surcroît, des coups et des injures racistes.

Suite à ces exactions policières, des plaintes ont été déposées. Une fois de plus, c'est bien l'intervention de la police qui est à l'origine d'incidents, de violences et d'actes racistes.

Nous protestons contre ces méthodes policières, ces brutalités, ces injures racistes qui sont inadmissibles.

Signataires: **UD CFDT, Parti Socialiste Unifié, Mouvement des Travailleurs Arabes, Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire.**

HELSINKI
DE LA POUDRE AUX YEUX !

LA réunion de trente-trois pays d'Europe et de deux pays nord-américains, les Etats-Unis et le Canada, s'est donc ouverte mercredi 30 juillet à Helsinki.

Deux ans après sa première phase qui, en juillet 1973, avait vu se réunir les trente-cinq ministres des Affaires étrangères, cette conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est présentée comme un événement capital, voire historique.

Toute la presse présente cette conférence comme une victoire de la diplomatie soviétique, qui depuis plus de vingt ans maintenant propose sans relâche un « traité général sur la sécurité collective en Europe ».

Mais cette prétendue victoire ne date pas d'aujourd'hui. Le tournant a été pris depuis longtemps et la conférence d'Helsinki ne fait que donner une consécration publique et spectaculaire à un changement politique vieux de quelque quinze ans. Car il y a maintenant effectivement près de quinze ans, depuis la rencontre entre Khrouchtchev et Eisenhower, que la recherche de la coexistence pacifique a remplacé la guerre froide. Et depuis 1968, l'impérialisme américain, afin de tirer la conclusion de l'échec de sa politique de « containment » au Vietnam, a encore assoupli son attitude à l'égard du bloc soviétique.

A la place de la guerre froide, les Etats-Unis s'orientèrent donc vers une politique de discussion. A la place de la politique d'isolement et du rideau de fer pour empêcher le bloc soviétique de s'élargir, ils prônèrent une politique plus souple admettant certaines fluctuations aux limites des deux blocs, à condition que pertes et gains se compensent. Et, à cet égard, les visites des dirigeants occidentaux dans les Démocraties Populaires, en Pologne, en Roumanie et en Yougoslavie, sont plus significatives et ont plus d'importance que la conférence d'Helsinki.

Certes, tous les radoteurs pacifistes trouveront dans la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe l'occasion de s'extasier. Mais si cette conférence parfaitement inefficace symbolise quelque chose, c'est avant tout le caractère limité et factice de l'actuelle détente.

Car, si la paix armée entre les deux blocs prend un aspect plus avenant, elle n'en reste pas moins une paix armée, pouvant rapidement évoluer, sous l'influence des impératifs de la crise économique du monde impérialiste, vers une politique ouvertement agressive à l'égard de l'URSS.

Georges LATTIER

● Victoire pour Cuba

Onze ans après l'instauration de l'embargo contre Cuba, l'Organisation des Etats Américains vient de décider la levée de la quarantaine économique et diplomatique, laissant chaque pays américain libre de renouer ses relations avec La Havane.

Evidemment cette levée de l'embargo s'inscrit dans une politique globale de détente qui est aujourd'hui prônée par les Etats-Unis, qui depuis un certain temps déjà laissent entendre un assouplissement de leurs relations avec Cuba, au point qu'une centaine d'entreprises américaines se sont déjà informées des conditions d'une reprise des échanges avec l'île.

De plus, nombre d'Etats d'Amérique Latine avaient déjà renoué avec Cuba : le Pérou, l'Argentine, Panama, le Chili d'Allende et le Mexique qui, lui, refusa de rompre avec La Havane en 1964.

Mais, même si les décisions de l'OEA entérinent un état de fait, elles sont incontestablement une victoire pour les dirigeants castristes. Car c'est pour avoir résisté avec courage et détermination aux pressions militaires et économiques de l'impérialisme US qu'ils voient aujourd'hui poindre la possibilité de sortir de l'isolement dont ils sont victimes.

U.S.A.-TURQUIE : difficile de contenter tout le monde

DEPUIS le 25 juillet, le drapeau turc flotte sur toutes les bases et installations américaines en Turquie. En effet, le gouvernement turc a choisi de répondre à la décision du Congrès américain de ne pas lever l'embargo sur la fourniture d'armes à la Turquie par une « suspension des activités des bases américaines ».

Suspension en fait toute symbolique, puisque le gouvernement turc, **« dans l'intérêt de l'OTAN »**, a laissé l'une des bases, celle d'Incirlik, poursuivre son fonctionnement normal et n'a nullement touché aux autres. La Turquie n'a nullement l'intention de rompre avec les Etats-Unis, dont elle est un des principaux alliés en Méditerranée, et tient à montrer qu'elle est prête à négocier un compromis.

De nombreux sénateurs US sont intervenus auprès du gouvernement des Etats-Unis pour obtenir la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Turquie qui dure depuis les événements de Chypre, il y a un an. Ils craignent en effet que son maintien n'aboutisse à rejeter la Turquie hors du camp occidental.

Pour le gouvernement US, tout plaiderait donc en faveur d'une levée de l'embargo, levée qui contenterait un allié fidèle et plein de bonne volonté... s'il ne risquait pas, alors, de mécontenter un autre allié tout aussi fidèle et plein de bonne volonté, le gouvernement grec, et surtout s'il ne risquait pas ainsi d'alimenter le déclenchement d'une nouvelle crise, qu'il ne souhaite pas, dans cette région. Lorsqu'on s'appuie, aux quatre coins du monde, sur des gouvernements tous plus réactionnaires les uns que les autres, en finançant à coups de dollars leurs armées ultra-modernes, il n'est décidément pas facile de les contenter tous à la fois !

A.F.

PORTUGAL :
Les militaires seuls au pouvoir

DEPUIS le 26 juillet, le pouvoir est donc officiellement exercé, au Portugal, par un directoire militaire de trois membres. La nouvelle est d'autant moins surprenante qu'elle avait déjà été annoncée plusieurs jours auparavant, avant d'être démentie. Et elle ne fait qu'illustrer le fait que, depuis le renversement de Caetano, ce sont les militaires qui exerçaient la réalité d upouvoir, la participation au gouvernement des grands partis se réclamant de la classe ouvrière n'étant là que pour le décor.

Que signifie cette révolution de palais, quant à la politique que va mener le nouvel organe de gouvernement ? Il est encore trop tôt pour le dire. Face à la crise ouverte par la démission des ministres socialistes et centristes du gouvernement, l'assemblée générale du MFA n'a pas en effet élaboré une politique précise. Trop divisée, elle en aurait été manifestement incapable. Elle s'est bornée à choisir qui gouvernerait .Et la constitution de ce directoire de trois membres, dont chacun représente un courant différent du MFA n'est manifestement qu'une solution provisoire.

La mise au rancart du Conseil de la Révolution, aujourd'hui réduit à un rôle consultatif, et la constitution du triumvirat Gomes-Gonçalves-Carvalho n'est en effet qu'une première étape rendue nécessaire par le fait qu'aucun des trois hommes n'a réussi à s'imposer. Le triumvirat compte encore deux hommes de trop et la compétition est d'ores et déjà engagée entre les trois généraux pour savoir qui parviendra à concentrer entre ses mains la totalité du pouvoir.

Le vainqueur de cette compétition triomphera-t-il en appliquant la politique que préconisait le MFA après le renversement de Caetano, c'est-à-dire une tentative de faire décoller l'économie portugaise, dans l'intérêt général de la bourgeoisie, en s'appuyant dans une certaine mesure sur les travailleurs et en imposant au besoin certaines décisions aux classes possédantes ? Ou bien aura-t-il trop besoin du soutien des fractions les plus réactionnaires de l'appareil d'Etat pour pouvoir mener une telle politique ? Cela, seul l'avenir le dira.

Mais ce qui est d'ores et déjà certain, c'est que c'est au niveau du personnel dirigeant de l'Etat portugais que les généraux entendent régler leurs problèmes, et qu'aucun de ces hommes, qui ont pourtant si facilement le mot «socialisme» à la bouche, n'a manifestement l'intention de faire de la classe ouvrière l'arbitre de la situation.

Cela n'est pas étonnant, car ces généraux, que la presse qualifie si facilement aujourd'hui de « socialistes», de «pro-communistes», voire de « gauchisants », ce sont les anciens généraux de Salazar et de Caetano. Et s'ils ont renversé Caetano, s'ils ont changé de politique, ils représentent toujours, fondamentalement, les mêmes intérêts généraux, ceux de la bourgeoisie portugaise. Même si, pour préserver son propre avenir, ils doivent pour le moment limiter sur certains points ses ambitions et ses revenus.

Dans la situation de crise que traverse aujourd'hui le Portugal, la question, pour la classe ouvrière, n'est donc pas tant de savoir lequel des trois membres du directoire l'emportera sur ses rivaux dans la course au pouvoir, quelle manière de défendre les intérêts de la bourgeoisie portugaise prévaudra, mais comment sauvegarder les intérêts et le sort des travailleurs dans les remous prévisibles de l'avenir portugais. Et pour répondre à cette question, la classe ouvrière ne peut malheureusement faire confiance ni au Parti Socialiste, ni au Parti Communiste.

Le Parti Socialiste a en effet démontré ces dernières semaines que non seulement il avait renoncé depuis longtemps au socialisme, mais même qu'il était incapable de soutenir les velléités radicales du MFA et qu'il préférait s'allier à tout ce que le pays compte de forces réactionnaires.

Quant au Parti Communiste, il soutient inconditionnellement le MFA, ce qui désarme les travailleurs face à une éventuelle tentative des militaires pour mettre la classe ouvrière au pas.

Mais la classe ouvrière portugaise n'a pas dit pour autant son dernier mot, et c'est de son intervention directe que dépend l'avenir socialiste au Portugal.

USA:
REVOLTE DANS LES GHETTOS NOIRS DE DETROIT

Dans les ghettos noirs de Detroit aux USA, des centaines de jeunes Noirs ont affronté la police dans la nuit du 28 au 29 juillet. Il y a un mort, une dizaine de blessés et d'importants dégâts matériels. Il est probable que ce n'est que la première explosion de la traînée de poudre qui risque de se propager dans la plupart des grandes villes.

C'est qu'avec la crise, la situation des Noirs a particulièrement empiré et que la discrimination entre Noirs et Blancs s'accentue.

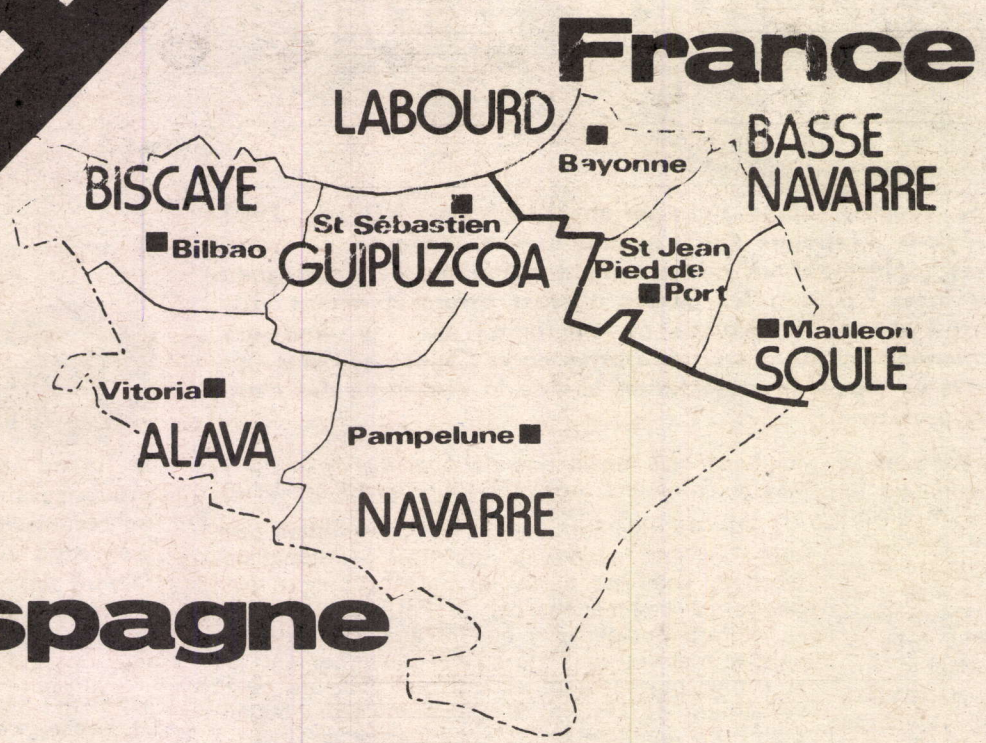
Ce sont les Noirs qui sont les premiers frappés par le chômage. Une étude publiée par le ministère du Commerce américain reconnaissait que le revenu moyen d'une famille noire était tombé en 1974 à 58 % de celui d'une famille blanche (contre 61 % en 1970). Et la crise s'est encore intensifiée ces derniers mois. Au cours du premier trimestre 1975, chez les jeunes Noirs de moins de 20 ans, le chômage atteignait 39,8 % contre 18 % chez les jeunes Blancs. Pour l'ensemble de la population active noire, le taux de chômage atteint 13,7 % contre 7,0 % pour la population active blanche.

La réalité est sans doute bien pire encore et, cet été, les jeunes Noirs qui sortent de l'école vont rejoindre leurs aînés... sur le pavé.

Alors, rien d'étonnant à ce que colère et révolte éclatent.

D.C.

DOSSIER LE PROBLEME BASQUE EN 1975



Combien sont-ils de militants basques dans les geôles franquistes ?

Il y a ceux qui, comme Otaegui et Garmendia, attendent depuis des mois de passer au jugement. Et il y a ceux qui, comme Izko et ses camarades, purgent d'interminables peines de prison. Tous ceux-là témoignent de la réalité du problème basque, comme en témoignent aussi, à leur manière, les gardes civils qui quadrillent les provinces basques espagnoles, soumises à l'état d'exception, et la multiplication en France des attentats dirigés contre des réfugiés basques ou leurs sympathisants français.

Pourquoi ce problème basque ? La lutte des organisations nationalistes basques s'intègre-t-elle dans la lutte de la classe ouvrière pour une transformation socialiste de la société ?

C'est à ces questions, en particulier, que répond ce dossier.

Pays basque, Provincias vascongadas et Euzkadi

« Zazpiak bat », sept font un, proclament les nationalistes basques pour affirmer l'unité des sept provinces basques, les quatre qui sont situées en territoire espagnol (la Biscaye, le Guipuzcoa, l'Alava et la Navarre) et les trois qui sont en France (le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule).

Cette presque égalité quant au nombre des provinces cache une profonde inégalité, quant à la superficie et à la population entre le Pays basque français et les « Provincias vascongadas » espagnoles, ce que les nationalistes appellent « Euzkadi-nord » et « Euzkadi-sud ». Les trois provinces françaises ne représentent en effet qu'un cinquième de la superficie de l'ensemble basque, et qu'un dixième de la population (193.000 Basques français contre 1.830.000 Basques espagnols), et la plus grande ville du Pays basque français, Bayonne, fait piètre figure, avec ses 45.000 habitants, à côté de Bilbao et de ses 400.000 habitants.

Les quatre provinces basques espagnoles ne forment pas non plus un tout homogène sur le plan économique. Car à la Navarre et à l'Alava, peu peuplées et essentiellement agricoles (39 habitants au kilomètre carré en Navarre, 46 en Alava, alors que la moyenne nationale est de 63), s'opposent la haute densité des provinces industrielles de Guipuzcoa (289 habitants au kilomètre carré) et surtout de Biscaye (339), dont la capitale, Bilbao, située au centre d'une région riche en mines de fer, est un grand centre sidérurgique, et l'un des ports les plus actifs d'Espagne.

Le nationalisme basque aujourd'hui

Si le nationalisme basque de l'ETA en 1975 apparaît, par certaines des idées qu'il défend, comme le continuateur de celui du Parti Nationaliste Basque de 1936, sa signification politique est cependant fort différente. Cette différence ne réside pas tant dans l'aspect plus radical, voire plus gauchisant, des propos tenus par certaines fractions de l'ETA, que dans les changements intervenus depuis près de quarante ans dans la société basque et dans la société espagnole.

Car les références au socialisme de certains courants nationalistes, si elles contrastent avec le caractère résolument conservateur et clérical du Parti Nationaliste Basque d'avant la guerre civile, ne prouvent rien. Le socialisme est à la mode, en Espagne comme ailleurs, et bien d'autres forces politiques réactionnaires, à commencer par le carlisme, emploient aujourd'hui un vocabulaire infiniment plus à gauche qu'il y a quarante ans et une phraséologie socialiste.

Mais ce qui a changé, c'est l'attitude de la bourgeoisie basque. En 1936, face à un Etat central dont elle n'avait pas grand-chose à attendre, elle aspirait effectivement à l'indépendance. Le nationalisme basque, quelles qu'aient été par ailleurs ses racines populaires, était effectivement son expression politique. Aujourd'hui, les choses ont certainement changé. D'une part parce que, face à une remontée éventuelle du mouvement ouvrier mettant en cause l'existence même du franquisme, et par là même l'ordre social capitaliste, la bourgeoisie basque préférait sans aucun doute Franco ou ses successeurs à la révolution prolétarienne. D'autre part parce que, durant les deux dernières décennies en particulier, l'économie espagnole s'est sensiblement développée et qu'il n'est plus sûr du tout que, même sur ce terrain-là, la bourgeoisie basque ait encore des revendications autonomistes.

Le nationalisme basque est aujourd'hui essentiellement la forme que revêt l'expression du mécontentement de larges fractions de la population face à la dictature franquiste. Car c'est à travers son oppression nationale que le peuple basque ressent cette dictature.

Cela ne fait pas du nationalisme basque, en tant qu'idéologie, quelque chose de plus socialiste ou de plus prolétarien. Le nationalisme est toujours une idéologie bourgeoise ou petite-bourgeoise, même quand il se veut de gauche. Et les révolutionnaires socialistes, s'ils ne peuvent évidemment qu'être solidaires de tous ceux, y compris les militants nationalistes, que frappe la répression franquiste au Pays basque, s'ils ne peuvent que défendre le droit du peuple basque à l'autodétermination, se doivent aussi de combattre le poison que le nationalisme représente pour la conscience de la classe ouvrière.

Dans les usines de Bilbao, d'Usurbil et d'Eibar, c'est un même prolétariat qui est exploité par les bourgeois basques, espagnols... anglais, allemands ou français, un prolétariat où se mêlent des travailleurs basques, castillans et andalous. Et la tâche des révolutionnaires socialistes n'est pas de diviser ce prolétariat en fractions nationales, mais au contraire de l'unifier dans une même lutte pour la révolution socialiste.

D'OU VIENNENT LES BASQUES ?

Le peuple basque a constitué longtemps une énigme pour les historiens. La langue basque, l'euskara, n'a en effet aucun trait commun, du moins dans son système grammatical (car sur le plan du vocabulaire elle a fait de larges emprunts à l'espagnol et au français), avec les langues avoisinantes qui appartiennent toutes, elles, à une même famille dite indo-européenne, celles par exemple des Celtes, des Grecs, des Latins et des Germains. C'est ce qui explique les particularités linguistique et ethnique du peuple basque.

Malgré la conquête romaine du début de l'ère chrétienne, malgré les efforts centralisateurs des Etats espagnol et français, le particularisme basque s'est maintenu, sans pourtant jamais se traduire durablement sur le plan politique. Le royaume de Navarre, fondé au 9e siècle, qui regroupait les actuelles provinces basques, et au-delà, se décomposa peu à peu, les provinces qui le composaient étant progressivement annexées au royaume de France d'une part, au royaume d'Espagne d'autre part. Mais en annexant une province basque, les princes espagnols et français promettaient de respecter les institutions et traditions basques (les « fueros » en Espagnol). Ces « fueros », lois écrites entre le 13e et le 16e siècle, pour chacun des sept Etats basques, garantissaient un certain nombre de libertés locales et constituaient un système juridique développé énonçant un certain nombre de principes : renoncement au droit de conquête, arbitrage, droit d'asile, garanties de la personne humaine, liberté de conscience et de culte, initiative de l'impôt laissée à la province face au pouvoir central, droit à la terre.

Les « fueros » illustrent la survivance, bien vivante dans la société basque, des institutions patriarcales d'avant la conquête romaine.

Les institutions et les lois basques ont été définitivement liquidées par la révolution de 1789 en France, en 1876 en Espagne, après l'échec des carlistes. Les efforts des bourgeoisies française et espagnole pour créer un Etat centralisé et unifié se sont traduits d'un côté comme de l'autre par une guerre à outrance contre les particularismes, en particulier contre le particularisme basque.

Mais si, en France, le développement économique a été suffisamment puissant pour contrecarrer les tendances autonomistes, il n'en a pas été de même en Espagne où, au contraire, l'autonomisme basque s'est longtemps appuyé sur le fait que le Pays basque constituait une des régions les plus développées du pays, face à une Espagne encore en grande partie sous-développée.

LA QUESTION BASQUE en 1975

UNE REPUBLIQUE D'UN AN

La constitution républicaine adoptée après l'abdication d'Alphonse XIII en 1931 prévoyait la possibilité, pour les régions d'Espagne qui le souhaiteraient, d'adopter un statut fédéral. C'est ainsi que naquit très rapidement un gouvernement autonome de Catalogne : la Généralité. Dans le cas des provinces basques, les choses allèrent beaucoup moins vite, ne serait-ce que parce que le Parti Nationaliste Basque ne collaborait que du bout des doigts avec cette république qui entendait instituer une séparation entre l'Eglise et l'Etat (les députés basques quittèrent les Cortes en signe de protestation lors de la discussion des clauses de la constitution relatives à ce problème).

Les délégués des quatre provinces basques se réunirent néanmoins en 1932 pour étudier un tel statut. Mais la majorité de la délégation navarraise repoussa le projet d'autonomie basque à une faible majorité, et le statut basque ne concerna plus, dès lors, que l'Alava, la Biscaye et le Guipuzcoa. Dans ces trois provinces, un référendum approuva le projet autonomiste par près de 490 000 voix contre moins de 15 000. Mais le projet de statut basque fut bientôt mis au rencart, après la victoire de la droite aux élections de 1933.

Le problème allait brutalement se reposer après le soulèvement militaire du 18 juillet 1936. Malgré son orientation résolument conservatrice et les liens qu'il entretenait avec le mouvement carliste, le Parti Nationaliste Basque choisit en effet de soutenir la République espagnole en échange de l'indépendance. Le statut basque fut adopté par les Cortès espagnoles le 1er octobre 1936, et le 7 octobre, l'ensemble des conseillers municipaux basques, réunis autour du célèbre chêne de Guernica, proclamaient la république basque et plaçaient à sa tête Jose Antonio Aguirre.

En réalité, la république basque ne contrôlait que deux des quatre provinces basques espagnoles, la Navarre, fief carliste, et l'Alava étant tombées aux mains des nationalistes espagnols dès les premiers jours du soulèvement militaire.

Le gouvernement basque ne comprenait pas que des représentants du Parti Nationaliste Basque. Tous les partis du Front populaire espagnol, à commencer par le Parti Communiste et le Parti Socialiste, y étaient également représentés. Mais la politique de ce gouvernement visait, plus ouvertement encore que celle du gouvernement de Madrid, à maintenir l'ordre social établi. Le maintien de l'indépendance d'Euzkadi, puisque tel était le nom qu'avait pris le nouvel Etat, et le maintien de l'ordre capitaliste, tels étaient les deux pôles de la politique des nationalistes basques, que certains accusèrent même d'avoir essayé de parvenir à une paix séparée avec Franco.

L'existence d'Euzkadi indépendante fut de courte durée. L'offensive contre le nord, entreprise au printemps 1937 par les troupes franquistes, allait en effet aboutir, le 19 juin, à la chute de Bilbao, dernier réduit de l'indépendance basque. Il n'en reste qu'un gouvernement en exil, installé rue Singer, dans le XVIe arrondissement de Paris, et qui attend depuis aujourd'hui trente-huit ans la résurrection d'Euzkadi.

ENTRE L'AUTONOMISME ET LE CARLISME

L'opposition basque au centralisme castillan s'est politiquement exprimée sous deux formes différentes qui, après avoir entretenu bien des liens entre elles, devaient finir par se combattre les armes à la main pendant la guerre civile.

La première de ces formes est le mouvement carliste, ainsi appelé du nom du prince don Carlos qui, en 1833, essaya de ravir la couronne d'Espagne à sa nièce Isabelle II. Le carlisme s'opposait, au nom de la tradition, à la politique centralisatrice du gouvernement madrilène, représentant la grande bourgeoisie et les grands féodaux. Il défendait une politique encore plus réactionnaire, recrutait ses cadres dans la petite noblesse pauvre et ses troupes dans la paysannerie indépendante et aisée du nord de l'Espagne, notamment en Navarre.

L'opposition des carlistes au centralisme castillan n'était donc pas de même nature que celle de la bourgeoisie du littoral basque, qui avait conscience de posséder une grande partie des richesses de l'Espagne et de faire vivre un appareil d'Etat pléthorique aux mains des grands propriétaires fonciers, à qui elle reprochait d'être incapable de développer un marché intérieur espagnol correspondant à ses ambitions. La bourgeoisie basque commerçait d'ailleurs autant avec l'Angleterre qu'avec le reste de l'Espagne.

Ce n'est donc pas un hasard si la Navarre, pourtant aussi basque que les autres provinces sur le plan de la langue, mais essentiellement agricole et isolée derrière ses Pyrénées, repoussa en 1932 le statut basque. Ni si les provinces maritimes et industrielles de Guipuzcoa et de Biscaye furent les places fortes de la résistance basque durant la guerre civile.

La guerre sur le front nord fut d'ailleurs dans une certaine mesure une guerre entre Basques, « boinas rojas » de Navarre, chantant l'hymne carliste **Oriamendi** d'un côté, soldats de la république d'Euzkadi répondant par l'**Eusko Gudari** de l'autre, les premiers ayant joué un rôle déterminant dans la défaite des seconds.

LA REPRI

Si le mouvement nationaliste basque était né en réaction contre le centralisme castillan, la défaite militaire de la république d'Euzkadi, en 1937, allait se traduire par toute une vague de répression. D'après le président Aguirre, à la fin de 1937, 11 000 condamnations à mort avaient été prononcées et 1 000 exécutées (le gouvernement franquiste ne reconnaissait que 200 exécutions), et il y avait 10 000 personnes en prison. Mais la répression ne toucha pas seulement les individus. Les provinces basques, « provinces traîtresses » d'après les termes employés dans une loi franquiste de l'époque, allaient subir tout le poids de la dictature, leurs anciennes lois abolies, les partis politiques, les syndicats et les associations culturelles dissous, la diffusion et l'enseignement de la langue basque interdits.

Désormais, le régime allait s'ingénier à faire la chasse à tout ce qui rappellait le particularisme basque. On vit même, dans les cimetières, des commandos occupés à

LE PROCÈS DE BURGOS : le problème basque à la face du monde

ŒUVRE à grand spectacle mise en scène par l'Etat franquiste, le procès de Burgos retint l'attention du monde entier durant tout le mois de décembre 1970, et aboutit à un résultat diamétralement opposé à celui que recherchaient ses organisateurs, en offrant aux militants de l'ETA une tribune exceptionnelle.

Jusque-là, l'appareil de répression franquiste préférait les procès politiques où ne figurait qu'un accusé unique, jugé selon la procédure « sumarisimo » (la plus sommaire), et exécuté s'il y avait lieu dans les heures suivantes, comme ce fut le cas par exemple en 1963 pour Julian Grimau, jugé en quatre heures et fusillé le surlendemain.

A Burgos, les juges militaires ont choisi de grouper seize accusés, sur lesquels pèsent des charges différentes, et qui n'ont en commun que le fait d'appartenir à l'ETA. La peine de mort est requise contre six d'entre eux. Il s'agit, alors que les activités nationalistes se multiplient (l'ETA est accusée d'avoir fait exécuter le chef de la police politique d'Irun, le commissaire Manzanas), de frapper les esprits par un grand procès politique.

Mais le caractère spectaculaire du procès aide ceux qui ont entrepris de mobiliser l'opinion pour sauver les accusés de Burgos, que ce soit en Espagne où d'innombrables manifestations se déroulent malgré la répression, ou dans le reste du monde. D'autant que le procès de Burgos devient vite celui de la police franquiste, les accusés faisant tous état, dans leur

Le point de vue d'un nationaliste basque (interview d'un réfugié politique d'ETA V)

L.O. : **Depuis quand es-tu réfugié ?**

— Depuis six mois.

L.O. : **Comment se passe la répression au Pays basque ?**

— Elle est double : en permanence contre la classe ouvrière et elle s'intensifie en fonction des actions de l'ETA. Récemment, la lutte menée pour obtenir l'enseignement du basque obligatoire dans les écoles, mouvement ralliant la grande majorité de la population, a provoqué une aggravation de la répression. Il y a aussi une répression culturelle qui est fondamentale.

La répression est très large, les militants, leur famille, leurs amis, sont frappés ; la police fait régner la terreur.

L.O. : **Et depuis l'état d'exception ?**

— Il n'a pas changé grand-chose, tout au plus la répression frappe-t-elle plus de monde mais pour l'essentiel, la situation est la même.

Il est impossible qu'il se passe au sein de l'armée espagnole ce qui s'est passé au Portugal. Si l'armée intervient ce sera pour empêcher toute ouverture, toute libéralisation, aussi minime soit-elle.

L.O. : **A ton avis, la junte démocratique offre-t-elle des perspectives crédibles ?**

— La majorité du peuple espagnol est sans illusion quant à ses possibilités. Si jamais la junte venait au pouvoir, il n'y aurait aucun changement réel. Elle déclare vouloir conserver tels quels tous les corps répressifs. Bien sûr, elle entraînera au début des illusions chez les travailleurs mais ces illusions disparaîtront vite. Du côté de la bourgeoisie, celle-ci est prête à jouer la carte de la junte, la junte offrant toutes les garanties.

L.O. : **Qu'est-ce que cela signifierait pour le Pays basque ?**

— La junte ferait quelques concessions, elle donnerait une autonomie fantoche mais ne changerait rien à l'oppression de classe et nationale.

L.O. : **Face à cela, quelle est votre politique ?**

— Nous luttons pour un Pays basque socialiste aux mains des travailleurs, la direction sera assumée par des comités.

L.O. : **Comment voyez-vous les rapports du Pays basque avec le reste de la péninsule ?**

— Purement économiques, commerciaux, entraide, mais chacun règle ses problèmes. Surtout, indépendance dans toutes les affaires culturelles. Il ne doit pas y avoir d'ingérence dans les affaires d'un autre Etat. Pour nous, le problème de classe existe, bien sûr, mais il ne veut rien dire en dehors du problème national. La base, c'est le peuple du Pays basque, le peuple, c'est-à-dire tous ceux qui se sentent Basques. Les gens qui acceptent de travailler avec le capitalisme catalan ne sont pas du peuple basque.

Le point de vue d'un nationalis

L.O. : **Vous vous occupez de l'aide aux réfugiés politiques basques ?**

— Oui. Nous avons créé avec quelques amis une association **Anai Artéa** (Entre frères) qui s'occupe de l'aide aux réfugiés, de leur hébergement, des problèmes juridiques, de travail, etc. Notre local a été plastiqué, il y a une quinzaine.

L'aide aux réfugiés fait partie de tout notre combat pour la liberté, la liberté pour tous les hommes de la péninsule et pour le droit des peuples catalan, basque. Dans cette lutte, nous sommes alliés à toute l'opposition espagnole.

En France, il y a les libertés, ou du moins plus qu'en Espagne, mais il n'y a pas de liberté pour le peuple basque. Le peuple basque est écrasé dans le cadre du département, de la région, l'Aquitaine. Je me sens bien plus proche de mes frères qui sont de l'autre côté de la frontière. C'est ici et là-bas que sont mes racines. Mais je ne peux y aller, je suis « interdit », je ne peux voir ma mère qu'en cachette.

Nous voulons la liberté des peuples, il n'y a pas de liberté individuelle s'il n'y a pas liberté des peuples.

L.O. : **Sur quelles forces comptez-vous réaliser ces tâches ?**

— En Espagne, cela viendra avec la mort de Franco. Les Basques auront sûrement des avantages. Lesquels exactement ? Nous verrons.

En France, cela est différent. Deux mille jeunes s'en vont tous les ans pour trouver du travail, le terrain est acheté par les bourgeois pour construire des villas résidentielles. Il n'y a pas d'usine, ils ne veulent pas salir notre ciel.

A mon avis, avec tous les Basques, les Bretons, les Corses qui émigrent à Paris, c'est là que se posera le problème, par le droit ou par la force.

Il faudra que se crée une coordination des peuples d'Europe, mais pour faire cela nous ne croyons pas dans

LA QUESTION BASQUE en 1975

ESSION FRANQUISTE

gratter sur les tombes les inscriptions funéraires rédigées en euskara.

Durant les vingt dernières années, le renouveau d'activité des organisations nationalistes, comme le développement des luttes ouvrières (en particulier à Bilbao) ont ajouté à ce tableau celui d'une répression visant les militants politiques et syndicaux, qui n'est pas qualitativement différente de celle qui existe dans les autres régions d'Espagne, mais qui, du fait de l'agitation nationaliste et des réactions aveugles de la police franquiste devant les coups de main armés de l'ETA, touche sans doute beaucoup plus de monde. La torture à large échelle est ainsi couramment utilisée dans les commissariats des provinces basques.

Et ce caractère haïssable du pouvoir franquiste ne fait que dresser contre lui de nouveaux combattants, comme elle ne cesse d'attirer à ces combattants la sympathie de couches de plus en plus larges de la population.

Prisonniers de l'ETA, à la prison de Carabanchel en 1972.

Après le procès de Burgos, le 30 décembre 1970, les avocats des accusés prennent connaissance de la sentence. (Ph. A.F.P.)

déposition, des tortures qui leur ont été infligées.

Le procès se déroule si mal pour le régime qu'il est suspendu au quatrième jour, pour n'être repris que le surlendemain, les juges militaires s'employant dès lors à empêcher les accusés de s'exprimer, au point que trois d'entre eux refusent de déposer dans ces conditions.

La dernière audience a eu lieu le 9 décembre. Mais il faudra attendre trois semaines pour que le verdict soit rendu. A ce suspense s'en ajoute d'ailleurs un autre, car le 1er décembre, l'ETA a kidnappé le consul allemand à Saint-Sébastien, Eugène Beihl, proclamant que sa vie répondra de celle des accusés de Burgos. Et après avoir prouvé sa puissance en mettant son prisonnier à l'abri de toutes les recherches entreprises en France et en Espagne durant plus de trois semaines, elle le libère le 25 décembre.

Visiblement le pouvoir franquiste hésite sur l'attitude à observer devant les manifestations de protestation. Et le long répit que les juges militaires se sont accordé pour rendre leur sentence correspond à la recherche d'une solution honorable pour eux. Il lui permet de mobiliser sa « brigade des acclamations » et d'organiser des manifestations de soutien au régime pour contrebalancer l'effet des manifestations de solidarité avec les accusés de Burgos. Et si le verdict est dur, dépassant les peines requises par le procureur (trois des accusés sont condamnés deux fois chacun à mort), Franco fait aussitôt savoir qu'il gracie les condamnés.

Malgré toute la mise en scène destinée à sauver les apparences, le pouvoir franquiste vient de reculer publiquement pour la première fois de son histoire.

L'attitude des Basques français par rapport aux réfugiés basques espagnols

Ceux qui sympathisent...

Un pêcheur sur le port de Saint-Jean-de-Luz :

— « Ici, les gens ne sont pas séparatistes. Que voulez-vous, ici nous pouvons dire et penser ce que nous voulons, nous avons pas mal de liberté. Tandis que là-bas, c'est terrible. Alors ils se battent et moi je suis avec eux. Je le dis. J'ai mes idées, je ne les cache pas.

Et c'est eux que la dictature craint le plus, c'est avec eux qu'ils sont le plus méchants, bien plus qu'avec les communistes ou les anarchistes.

L.O. : **Comment les réfugiés sont-ils accueillis ?**

— Il n'y a pas de problème. Mais il y en a quand même certains qui les accueillent mal, parce qu'ils craignent qu'ils fassent ici ce qu'ils font là-bas.

L.O. : **Et le contre-terrorisme ?**

— Ce sont des droit commun, des voyous payés par la police franquiste pour faire peur. Ils veulent semer la pagaille ici pour que le gouvernement français décide d'envoyer les réfugiés dans le nord.

Vous savez, les agissements de la police, là-bas, c'est terrible, comme à l'époque de l'occupation, c'est la répression à grande échelle. Le drame, c'est les polices spéciales : elles font toujours plus que l'on ne leur dit de faire. Ils frappent tout le monde, les militants, leur famille, les proches, ils cassent tout dans les maisons.

Les flics qui ont été descendus, vous savez, ils avaient été vraiment méchants.

Regardez par exemple : il y a peu de temps, dans un petit village, des jeunes fêtaient un examen. Ils ont un peu bu, ils ont chanté en basque et, en rentrant, ils sont passés devant le commissariat.

Bien sûr, ils ont un peu provoqué. L'un d'eux a réussi à fuir, l'autre a été embarqué. Il est ressorti du commissariat avec cinq balles dans le dos. Il s'est écroulé devant l'entrée du commissariat. Il est resté là quatre heures. Je n'ai pas vu le corps, je suis passé le lendemain. Voilà ce qui se passe là-bas.

... et ceux qui ne sympathisent pas

Deux dames d'une cinquantaine d'années :

L.O. : **Que pensez-vous de la présence des réfugiés basques ?**

— Tous à l'eau ! Il faut les jeter tous à l'eau ! Ecoutez, monsieur, moi, si j'ai quelque chose à dire, je le dis ici. Je ne vais pas embêter les autres. Alors pourquoi viennent-ils fiche la pagaille ici ? Pourquoi viennent-ils faire des attentats ?

L.O. : **Ce n'est pas la police franquiste qui fait les attentats en France ?**

— Et alors ? Si les autres n'étaient pas là, il n'y aurait pas d'attentats. Et puis, vous savez, ces histoires de Basques, ce n'est pas sérieux. Regardez, quand on faisait grève pour nos 30 centimes, on manifestait, il y en a un qui s'est mis à crier « Viva Euzkadi ! ». Qu'est-ce que ça venait faire ?»

ste basque français (interview du curé de Socoa)

les Etats actuels. Ils ne pensent qu'à l'économie. Absurde cela, soumettre les hommes à l'économie. Les peuples priment.

Entre frères, oui, mais se sentir entre gens de même matrice, c'est là les deux désirs profonds des hommes.

Tout cela nous le retrouvons dans la jeunesse d'aujourd'hui. Ils sont tous membres de la terre des hommes, mais aussi ils se regroupent concrètement en petit groupe, en communauté. En 1968, la jeunesse s'est laissé aller à de grandes théories générales, maintenant c'est fini, la jeunesse est plus efficace. Elle fait du concret, du solide.

L.O. : **Vous comptez beaucoup sur les intellectuels ?**

— Dans tout ce que fait l'humanité, il faut un plan. Il y a toujours des intellectuels un peu fous et toujours il se trouve un type concret qui rend l'idée réalisable. Les idées sont comme les graines, il y en a qui font souche.

L.O. : **Comment cela se passe-t-il dans le Pays basque français ?**

— En Espagne il y a une vieille tradition de lutte et aussi les moyens de lutter, il y a des banques, de l'industrie, des mines. Ici, 250.000 petits Basques minables. Pas d'avenir économique dans le cadre de la France. Notre avenir existe dans le cadre d'une nation basque. Nous sommes plus près par mer de Bilbao que de Bordeaux. Mais il y a une frontière, c'est aberrant.

— L.O. : **Comment la population réagit ici vis-à-vis du terrorisme ?**

— Tout ce que veut la population ici, c'est sa petite vie tranquille, son petit tourisme, sa petite tranquillité. C'est la société qui entretient cette mentalité avec leur fichue télévision.

Les réfugiés, eux, sont des types formidables. Ils ont du cœur au ventre. Ils ont tout sacrifié, garçon ou fille. La population les accepte si on lui fiche la paix. Ici, vous savez, on n'aime pas Franco, même les gens de droite n'aiment pas Franco.

L.O. : **Vous, vous n'avez pas de problèmes avec la population ?**

— Oh, moi, j'ai commencé ici il y a vingt ans. Je n'avais rien, j'avais un diplôme d'infirmier. Pendant des années j'ai soigné des braves gens. On a construit l'église. On m'accepte et on me respecte.

— **Comment les choses se passent avec les autorités françaises ?**

— J'ai été commandant, alors la gendarmerie me respecte. Et puis il y a de tout dans la police, comme dans les douanes, et chaque corps dépend de trois ministères différents, alors on arrive à se débrouiller. Je suis un vieux routier.

L.O. : **Le terrorisme anti-ETA ?**

— Tous les policiers qui ont été ramassés en France ont été reconduits à la frontière. Mais ils n'agissent pas directement, ils agissent par des mercenaires de droit commun. Le gouvernement français est bien sûr un peu gêné, mais il ne veut pas réellement intervenir.

L.O. : **Comment réagit la population vis-à-vis du contre-terrorisme ?**

— Il n'y a pas de réaction **« dehors les réfugiés espagnols ».** Ici personne n'est réellement franquiste. Les gens sont contre ce terrorisme, mais ils veulent que les réfugiés ne bougent pas, ils veulent la paix.

L.O. : **Et pour vous ?**

— Oh, moi, je ne compte plus les menaces, les coups de téléphone. Une fois, on a voulu me kidnapper !

L.O. : **Où en est l'ETA, les scissions ?**

— L'ETA VI s'est dissous, ce n'est plus l'ETA. Ils ne contrôlent plus leurs dirigeants, ils se sont rattachés à d'autres groupes auxquels ils obéissent sans rien contrôler. Ils ont de grandes théories internationales, ce n'est pas du solide.

L.O. : **Quel peut être le résultat des procès qui sont actuellement repoussés ?**

— Toute la répression actuelle ne peut rien régler. Elle ne fait qu'éduquer une magnifique jeunesse pleine de générosité, de sens du sacrifice, trempée par la lutte et unie par la fraternité. Et surtout, la répression sème la haine. Elle a dressé tout le peuple basque contre la dictature.

Moi, dans tout cela, je suis un peu à l'écart, je ne suis plus assez jeune, mais je continue mon travail, je continue à aider toute cette belle jeunesse, je suis mon chemin avec honnêteté et je suis heureux.

LA QUESTION BASQUE en 1975

L'ÉGLISE BASQUE

■ Dans les affaires de poursuites engagées contre des nationalistes basques, il n'est pas rare de voir des prêtres impliqués. De la part du petit clergé basque, ce n'est pas, à vrai dire, une attitude nouvelle, puisque pendant la guerre civile, alors que tout le reste du clergé espagnol, des évêques aux plus humbles curés, prêchait, avec la bénédiction du pape, la « croisade » contre la République, les prêtres de Biscaye et de Guipuzcoa restaient fidèles au gouvernement de la République d'Euzkadi. Seize prêtres basques furent d'ailleurs exécutés par les troupes franquistes entre septembre et octobre 1936, des centaines d'autres condamnés à des peines de prison ou de travaux forcés dans les mois qui suivirent.

Mais ce qui est nouveau, ce sont les prises de position des évêques basques, depuis la dénonciation en chaire, en avril 1971, par l'évêque de Pampelune, des tortures infligées aux détenus politiques, jusqu'aux prises de position plus récentes de l'évêque de Bilbao. C'est que le temps n'est plus où la hiérarchie catholique misait tout sur le cheval franquiste, et où Pie XII était le premier à envoyer un message de félicitations à Franco pour sa victoire militaire. En 1975, l'Eglise espagnole aussi prépare l'après-franquisme. Politique qu'un prêtre basque français, engagé dans des activités de soutien aux nationalistes basques, définissait ainsi à un journaliste du **Monde** en 1971 : **« l'Evêque ? Il m'a dit qu'il ne pouvait pas compromettre la Sainte Eglise, mais qu'il était bon qu'elle fut présente... »**

(Photo A.F.P.)

L'ETA

DEPUIS les années 1959-1960, c'est l'ETA qui apparaît comme menant le plus activement le combat nationaliste au Pays basque espagnol.

L'ETA est né indirectement du PNV, ou plus exactement de son organisation de jeunesse, l'EGI. Ses fondateurs viennent en effet pour la plupart de l'EGI et avaient commencé à fonder en 1953 un groupe autonome baptisé Ekin (action). Ils reprochaient au PNV son «embourgeoisement», son abandon dans les faits de la lutte nationaliste et se faisaient les porte-parole de ceux qui voulaient agir. C'est de ce groupe que naît en 1960 l'ETA (Euskadi Ta Azkatasuna : **le Pays basque et sa liberté). Dans son journal** Zutik **(debout) l'ETA affirme en 1962 :** « La violence est nécessaire. Une violence contagieuse, destructrice, qui appuie notre combat, le bon combat, celui qu'ont enseigné les Israéliens, les Congolais et les Algériens. »

Manifestement, les luttes tiers-mondistes influencent les membres de l'ETA. De 1960 à 1967, l'ETA s'occupe avant tout de propagande, de recrutement, de financement, de structuration et d'acheminement d'armes. Ses principaux dirigeants ont un œil en France, à Bruxelles et en Algérie, où se créent des centres d'entraînement.

En 1967, plusieurs membres fondateurs démissionnent et dénoncent «l'emprise des gauchistes et des communistes sur l'ETA ». **Mais la première grande scission intervient lors de la cinquième assemblée générale de l'ETA. Elle aboutit au départ de militants d'inspiration maoïste qui fondent l'ETA-berri, qui deviendra ensuite Kommunistak, avant de s'appeler le MCE, le Mouvement Communiste Espagnol. Lors de la VI[e] assemblée, une nouvelle scission s'opère entre les nationalistes intransigeants et ceux qui se disent partisans de donner la direction de la lutte à la classe ouvrière basque et de lier cette lutte avec celle du reste de la classe ouvrière espagnole. Les deux groupes issus de cette scission s'appelleront respectivement ETA V, du nom de la V[e] assemblée où ils étaient majoritaires, et ETA VI (du nom de la VI[e] assemblée qui aboutit au départ des premiers).**

L'ETA VI, qui se réclamait du marxisme révolutionnaire, s'unifie ensuite avec la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire), sous le nom d'ETA VI-LCR, revendiquant le sigle d'ETA et la continuité politique avec l'organisation née en 1960, ce qui est une bien curieuse façon de proclamer son internationalisme.

LE CARLISME AUJOURD'HUI

● Bien que le carlisme ne soit pas un mouvement spécifiquement basque, mais qu'il prétende au contraire jouer un rôle à l'échelle de toute l'Espagne, le fait que la Navarre ait toujours été son fief principal permet d'y voir un élément non négligeable de la situation politique basque aujourd'hui.

Après avoir fourni au franquisme une partie de ses meilleures troupes, les « requetes », et avoir été un partisan résolu du régime à l'époque où la dictature était la plus impitoyable, le carlisme se veut aujourd'hui une force d'opposition. Dans cette opposition, il faut d'ailleurs voir en premier lieu une réaction des dirigeants carlistes à l'ingratitude dont ils peuvent penser avoir été victimes de la part de Franco.

En effet, après avoir intégré l'organisation politique carliste (la « Communion Traditionaliste ») pratiquement de force au sein du parti unique (le Mouvement), Franco a joué l'une contre l'autre pendant des années les deux branches royalistes espagnoles, les alphonsistes et les carlistes, pour les neutraliser mutuellement, avant de désigner don Juan Carlos, (qui contrairement à ce que son nom pourrait laisser croire, n'est pas le prétendant carliste, mais le prétendant alphonsiste, puisqu'il est le petit-fils d'Alphonse XIII), comme son héritier. Les relations entre les carlistes et le régime ont fini de se détériorer complètement après l'expulsion d'Espagne, en 1968, du prétendant carliste.

Depuis, le traditionnel hommage aux morts des guerres carlistes, célébré chaque année sur le mont Montejurra, dégénère chaque fois en manifestation antifranquiste. Les commandos carlistes n'hésitent pas à se lancer dans des coups de main armés pour financer leur organisation ou faire parler d'eux, et la Communion Traditionaliste réclame une monarchie constitutionnelle, la liberté politique, la liberté syndicale, une stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat et la liberté d'autodétermination pour les Basques, les Catalans et les Galiciens. Elle critique même la Junte démocratique, à laquelle adhère le Parti Communiste, qu'elle qualifie de trop bourgeoise.

Curieuse évolution pour ce qui fut l'une des forces les plus réactionnaires du régime franquiste. Cela pourrait sembler ressortir du folklore si le mouvement carliste ne gardait pas, pour autant que l'on puisse en juger dans la situation de l'Espagne, une certaine audience dans la petite paysannerie propriétaire navarraise.

LE PARTI NATIONALISTE BASQUE

LE plus ancien mouvement nationaliste basque est incontestablement le Partido Nationalista Vasco (PNV). Créé en 1893 par Sabino de Arana, rejeton d'une famille carliste, en réaction contre le centralisme castillan des Bourbon d'Espagne, il se veut au départ résolument séparatiste. Son slogan est alors « Laureak bat » (quatre en un) car le PNV ne réclame l'indépendance que des quatre provinces espagnoles. Peu à peu, il devient autonomiste et, avec l'avènement de la République espagnole, il s'engage dans un long et hasardeux processus légaliste qui ne devra son succès en 1936 qu'au désir du Parlement républicain de se faire des alliés contre Franco.

Depuis, le PNV est évidemment clandestin, il a un groupe de jeunesse, l'EGI, et est lié avec un syndicat, le STV (Solidarité des Travailleurs Basques), également clandestin. Le PNV se veut ouvertement le représentant de la bourgeoisie basque. Il est longtemps apparu comme un parti de droite, chrétien et nationaliste, et ce n'est que depuis peu qu'il se dit pour un socialisme « humaniste ». Il se serait doté clandestinement de tout un appareil, avec des juntes municipales et des conseils de province, et il se manifeste publiquement au travers de l'Aberri Eguna (Le jour de la Patrie Basque), manifestation annuelle rassemblant des foules venues de toutes les provinces basques malgré les difficultés et la surveillance policière.

Bien que le PNV soit fortement implanté parmi les notables et qu'il compterait selon certains auteurs plusieurs milliers de militants et de sympathisants, l'Aberri Eguna est sa seule apparition politique et le PNV s'est trouvé pratiquement en dehors de toutes les luttes politiques menées au Pays basque contre la dictature franquiste.

"ENBATA" et le nationalisme basque du côté français

ENBATA, c'est un vent qui précède la tempête. Et c'est aussi un nom pris en 1960 par un groupe de jeunes autonomistes basques français qui milite « dans un premier stade, et dans le respect de la Constitution et des lois qui régissent la République Française, *(pour)* la création d'un département basque comprenant les trois provinces de Soule, Basse-Navarre et Labourd, département qui jouira d'un statut de la langue basque » *et* « dans un second stade et dans l'Europe Unie, *(pour)* la formation d'une région politiquement, administrativement et culturellement autonome, rassemblant les sept provinces basques, et fédérée aux autres entités européennes ».

Sur le plan économique, Enbata pense que « le Pays basque français est beaucoup plus orienté vers Bilbao et Pampelune que vers Bordeaux et Toulouse. Le véritable pôle industriel de la région est l'ensemble Biscaye-Guipuzcoa, dont Bayonne pourrait être le port naturel » (Révolte des Basques, *de J.P. Mogui, Jérôme Martineau éditeur).*

Mais si l'on en croit du moins les résultats des élections, où les nationalistes basques ont présenté des candidats ces dernières années, et où ils n'ont jamais dépassé 5 % des voix, les idées défendues par Enbata ne touchent qu'une fraction très limitée de la population.

idéal-standard

LES PATRONS METTENT LA CLE SOUS LA PORTE

A la suite de la démission générale du conseil d'administration d'Idéal-Standard France, le tribunal des référés a nommé un administrateur provisoire. Celui-ci doit normalement remettre le 29 août un rapport, sur lequel le tribunal se basera soit pour donner son accord à la continuation des activités industrielles, soit pour autoriser la liquidation judiciaire des biens de la société, ce qui voudrait dire le licenciement des 3 500 personnes travaillant encore dans les différents établissements.

En fait, les représentants de l'American Standard voulaient dès maintenant déposer le bilan afin de liquider immédiatement l'ensemble de la compagnie française, en essayant de récupérer tout ce qu'ils pouvaient. Mais le gouvernement s'y est opposé. Il faut dire que, si Idéal-Standard connaît des difficultés avec la baisse du marché du chauffage, cela n'a rien de catastrophique. Ces derniers mois, une reprise des ventes a même été enregistrée. Le vendredi 25 juillet, les représentants des ministères des Finances, de l'Industrie et du Travail faisaient savoir que le gouvernement était même prêt à subventionner une solution industrielle (restructuration) pour les problèmes d'Idéal-Standard.

Mais depuis plusieurs mois la direction de l'American Standard avait décidé de placer ses capitaux ailleurs. Alors, ils ont trouvé un artifice juridique qui leur permet, malgré les oppositions, de pousser à la liquidation.

Ce qui est scandaleux, c'est que, comme ces messieurs ne veulent pas continuer l'exploitation de la société, les lois sur la sacro-sainte propriété privée leur permettent d'obtenir la restitution d'une grande partie de leur capital du jour au lendemain par la mise à la rue de milliers de travailleurs.

Bien sûr, la période des vacances est bien choisie. Seuls deux établissements sont encore ouverts, et l'un d'eux va cesser le travail le 31 août. Ces messieurs pensent que le mois d'août leur permettra de manœuvrer à leur guise.

Mais, dès le 30 juillet, des assemblées générales du personnel se sont tenues. Les fédérations syndicales ont été saisies et suivent l'affaire. Et tout le monde s'est donné rendez-vous le 29 août pour rappeler que ce qu'il y a en jeu, d'abord et avant tout, c'est l'emploi du personnel.

Correspondant L.O.

LES LADS CONTINUENT LA LUTTE

LE silence le plus complet régnait jusqu'ici sur les conditions de travail des lads.

Seulement les lads, par l'action, ont montré qu'ils existaient et qu'ils refusaient les conditions de vie que leur imposent les entraîneurs (à qui les propriétaires versent une pension par cheval et qui sont les employeurs des lads) et les propriétaires.

Ces conditions de vie et de travail des lads, quelles sont-elles ?

Les garçons d'écurie commencent dès le plus jeune âge ; à 14 ans, dès le début de l'apprentissage, ils font le même travail que leurs aînés. Logés, nourris et encadrés dans des centres d'apprentissage particuliers, aux abords des écuries, ils connaissent les mêmes horaires : la journée débute vers 5 h 30, s'interrompt à l'heure du déjeuner (mais se prolonge quelquefois au-delà) ; et reprend vers 17 heures pendant une ou deux heures. Ils touchent 50 F la première année, 100 F la deuxième et 300 F la troisième.

Et quand, une fois passé l'apprentissage, ils reçoivent leur première paye complète, ce n'est pas le Pérou : aux alentours de 1.800 F à Maisons-Laffitte, près de 2.300 F en moyenne à Chantilly.

Les premiers succès revendicatifs des lads sont remis en cause par les entraîneurs. Et la liste des problèmes non réglés est longue.

1°) Arrêt des poursuites judiciaires prises à l'encontre des lads, tout particulièrement pour notre camarade Plaza-Lozano.

2°) Suspension du licenciement de Philippe Gay chez A. Head.

3°) **La conclusion définitive de la Convention collective des lads.**

4°) La reconnaissance des droits syndicaux.

5°) La revalorisation des salaires.

6°) La régularisation des déplacements.

Mais cette fois, les lads sont bien partis pour ne plus être les derniers de la course.

Deux mois de grève à Rail-Service

LES deux cents travailleurs (roulants) de Rail-Service, entreprise s'occupant des wagons-restaurants à la gare SNCF de Paris-Montparnasse, ont fait grève près de deux mois. Ils ont repris le travail le mardi 22 juillet.

La presse n'a parlé de cette grève que lorsque deux jeunes de l'entreprise ont incendié un des wagons aménagés avec l'aide de la direction SNCF pour y stocker le matériel nécessaire aux non-grévistes, geste qui bien entendu ne pouvait rien régler mais exprimait la révolte de ces jeunes.

Deux travailleurs syndiqués CGT de Rail-Service ont répondu à nos questions :

L.O. : Pourquoi vous êtes-vous mis en grève ?

X : Nous sommes partis en grève contre l'aggravation de nos conditions de travail avec les nouveaux roulements que veut nous imposer le patron en comprimant les heures de prise et fin de services. Nous serions obligés de faire en moyenne au moins deux voyages supplémentaires en province par mois.

L.O. : Comment s'est passée la grève ?

X : Elle a été suivie par la grande majorité des gars (...). Avec l'accord des délégués CGT et FO, l'occupation a été décidée avec la participation du personnel en grève. L'occupation a duré quinze jours, jour et nuit. A la suite de l'incendie, les syndicats n'ont pas voulu se mouiller là-dedans et ont décidé l'arrêt de l'occupation avec de nouvelles formes de lutte.

Y : Tu peux mettre aussi que le vieux (le patron) mettait un huissier en permanence pour assurer soi-disant la liberté du travail. Mais il était pas méchant, on discutait avec lui...

X : Les cadres, la CGC, ne sont pas restés longtemps avec nous. Ils ont mis du temps à se mettre en grève mais ça n'a pas duré. La CGC a signé un protocole avec le patron qui retirait les plaintes et promettait un arrangement pour les congés d'été. Ça ne faisait pas le compte. La CGT et FO n'ont pas signé. On a voté la continuation à 80 % le 11 juillet.

L.O. : Et avec les cheminots...?

X : Eh bien... ils sont d'accord avec nous, et aussi les PTT de Montparnasse.

L.O. : La police... ?

X : Le 12 juillet, ils nous ont matraqués sur le lieu de travail. Il y a eu un ouvrier hospitalisé, gravement blessé. Les camarades cheminots roulants ont fait sommation au chef de gare pour que la police se retire de la gare et ils ont menacé de mettre pied à terre si la police intervenait à nouveau.

L.O. : Qu'est-ce que tu penses de l'incendie de Vaugirard ?

X : Tu sais, les syndicats se désolidarisent de cette action. Mais les deux gars brûlés auront droit quand même au fond de caisse de solidarité.

L.O. (à Y) : Tu connais les deux gars ?

Y : Oui. Je sais pas comment expliquer... Je sais pas. Ils n'ont pas réfléchi. Certains leur en veulent, moi personnellement non. C'est sûr que ça a porté un coup au moral des gars quand on l'a su, parce que ça n'allait pas arranger les relations avec le patron. Mais enfin, ils vont s'en sortir et c'est le principal.

L.O. : Aujourd'hui c'est la reprise, comment est le moral, qu'est-ce que vous avez obtenu ?

X : Rien... Comme au départ. Tu sais, le moral n'est pas bon. Et c'est dur, quarante-huit jours de grève pour rien. Mais on ne baisse pas les bras.

Y : Les syndicats disent que c'est pas fini. On a décidé qu'on n'appliquerait pas les nouveaux roulements, mais on organisera leurs roulements comme avant. Mais pendant quatre mois on va rembourser les jours de grève...

X : Moi, je te dis ce que je pense... Ça va éclater encore une fois avec les roulements d'hiver qui seront pires que l'année précédente...

EN LUTTE EN LUTTE

Mercredi 23 juillet

PONT-A-MOUSSON - FUMEL (Lot-et-Garonne) : le juge des référés du tribunal de grande instance d'Agen, devant lequel avaient été assignés 27 des ouvriers en grève depuis le 17 juillet, leur a ordonné de cesser l'occupation de l'usine et d'en permettre l'accès.

PARISIEN LIBERE : Quelque trois cents grévistes ont manifesté devant l'ancien immeuble du journal aux cris de **« Non aux licenciements - Négociations ».** Des heurts ont eu lieu avec des policiers au carrefour Réaumur-Montmartre.

Jeudi 24 juillet

PARISIEN LIBERE : Manifestation d'environ 250 grévistes devant l'immeuble de la radio-télévision rue Cognacq-Jay pour obtenir qu'un temps de parole soit accordé aux représentants des grévistes.

Vendredi 25 juillet

PONT-A-MOUSSON-FUMEL : Des heurts violents ont eu lieu à la porte, des cadres, petits chefs, etc., ayant forcé le piquet de grève et pénétré dans l'usine.

SPEICHEM - Brioude (Haute-Loire) : Les 150 ouvriers de cette usine du groupe Empain-Schneider ont accepté de reprendre le travail après 15 jours de grève, la direction ayant décidé d'augmenter à partir du 1er juillet les salaires de base de 140 F plus 3 % sur le total. Ainsi, pour 40 heures par semaine, le salaire de base mensuel sera au minimum de 1.620 F.

DASSAULT - Argenteuil : La direction a accepté de réintégrer deux délégués syndicaux, contre lesquels avait été entamée une procédure de licenciement. Le personnel de l'entreprise (2.000 salariés) s'était mis en grève mercredi dernier pour demander leur réintégration.

CAZENAVE - Belin (Gironde): Les 260 ouvriers et cadres ont décidé d'occuper les locaux de l'entreprise à l'annonce de 100 nouveaux licenciements. Déjà 50 licenciements avaient eu lieu le 5 juin.

Samedi 26 juillet

PONT-A-MOUSSON : Les piquets de grève ont été remis en place et les gens qui avaient pénétré de force la veille dans l'usine ne se sont pas représentés. Par ailleurs, 500 à 600 grévistes, réunis ce soir, ont voté la poursuite de la grève à l'unanimité, jusqu'à satisfaction de leurs revendications : réintégration d'un technicien précédemment licencié (ce licenciement ayant été un des motifs de la grève), incorporation du temps de casse-croûte dans le temps de travail, attribution d'une prime de panier et paiement des jours de grève.

LIVRES LIVRES LIVR

“ Cette nuit, la liberté ”

de Dominique Lapierre et Larry Collins

REGULIEREMENT, les deux romanciers journalistes Dominique Lapierre et Larry Collins sortent un « best-seller », une production à grand spectacle. Après Ou tu porteras mon deuil, **roman-récit de la vie du torero espagnol El Cordobès,** Paris brûle-t-il ?, **chronique de la libération de Paris,** O Jerusalem, **épopée magnifiée du sionisme, voici cette année** Cette nuit, la liberté, **vaste fresque de la décolonisation des Indes.**

Et la dernière en date de ces super-productions historico-journalistiques présente les mêmes qualités et les mêmes défauts que les précédentes : elle est passionnante à lire, malgré ses quelque six cents pages ; elle est instructive, foisonne d'un luxe de détails ; mais ses auteurs présentent une vue singulièrement anecdotique, donc faussée, des événements qu'ils relatent.

Pourquoi la Grande-Bretagne, à la fin du XVI^e siècle, s'est-elle lancée dans la grande aventure coloniale de l'installation aux Indes ? Pour une affaire des plus banales, disent Lapierre et Collins. A cause de cinq malheureux shillings. Parce que les marchands hollandais, qui contrôlaient le commerce des épices avaient augmenté de cette somme la livre de poivre et, qu'en riposte, des marchands anglais s'étaient donc organisés pour aller chercher le fameux poivre eux-mêmes, fondant l' « East India Trade Company », la Compagnie des Indes Orientales...

Pourquoi, près de trois siècles et demi plus tard, la Grande-Bretagne abandonna-t-elle les Indes, cet immense empire de plusieurs centaines de millions d'hommes ?

Parce que ses gouvernants avaient toujours été animés d'un grandiose idéal démocratique ? Parce que Lord Mountbatten, amiral de sang royal, arrière petit-fils de la reine Victoria, vicomte de Birmanie et vice-roi des Indes, « athlète qui semblait sortir d'un stade de la Grèce antique » *avec ses six pieds de haut, sans aucune once d'embompoint, avait mis tout son charme personnel dans cette entreprise ?*

C'est ce qu'affirment Lapierre et Collins, qui choisissent volontairement de personnifier la décolonisation, d'en faire l'œuvre et la réussite personnelles de Mountbatten, passant pratiquement sous silence le contexte historique dans lequel cette décolonisation a eu lieu. Pourtant, avec l'immense mouvement d'éveil des peuples coloniaux et de lutte pour l'indépendance nationale de la plupart des peuples opprimés, les ex-grandes puissances coloniales la Grande-Bretagne, la France, la Hollande n'avaient pas d'autre choix, à la fin de cette Deuxième Guerre mondiale qui les avait considérablement affaiblis que de céder la place. Quand et comment ? C'était la seule question en suspens.

Lapierre et Collins personnalisent de façon outrancière, masquant ainsi le fond de l'histoire. Mais cela dit, il reste dans leur ouvrage d'excellents passages.

Les auteurs décrivent on ne peut mieux les caractères de la colonisation britannique : cette Inde de gentlemen blancs, complètement et volontairement coupés de l'Inde réelle, vivant en vase clos entre leurs chasses aux tigres et leurs matches de cricket ; cette Inde de colons superbement isolés dans leur immense mépris pour la population. Ils décrivent aussi la fameuse politique du « diviser pour régner » ; comment la Grande-Bretagne a conquis et gouverné les Indes en répandant moins de sang que n'en avaient fait couler la plupart des autres aventures coloniales, en privilégiant certaines communautés au détriment d'autres, au point qu'à l'heure de la décolonisation, le fossé était si grand entre Musulmans et Hindous, et si sanglant, que l'Inde indépendante éclata en deux morceaux : le Pakistan musulman et l'Inde proprement dite. Et les récits des grandes vagues de massacres entre Musulmans et Hindous qui ont enflammé l'Inde en 1947, au moment de l'indépendance sont certainement parmi les passages les plus intéressants du récit, avec ceux qui évoquent le drame qu'a représenté pour des millions de paysans indiens la partition artificielle de l'ex-empire colonial en deux : familles séparées, champs coupés en deux...

Lapierre et Collins brossent aussi un excellent portrait du Mahatma Gandhi, « ce fakir nu » comme le nommait rageusement Churchill, cet apôtre de la non-violence et de la résistance passive devenu un temps le symbole et la personnification des aspirations de centaines de millions d'opprimés à l'indépendance.

Là encore, dans l'évocation de Gandhi ou du leader pakistanais Jinnah, les auteurs cèdent beaucoup à l'anecdote, mais les qualités évocatrices du climat d'une période fait qu'on l'oublie parfois.

Michelle VERDIER.

Cette nuit, la liberté de Dominique Lapierre et Larry Collins. Ed. Robert Laffont. Prix : 55 F.

Gandhi reçu en visite officielle en Grande-Bretagne. (Photo publiée dans le livre de chez Laffont.)

C'est possible

de Monique Piton

BIEN qu'assez volumineux, ce livre se lit facilement parce qu'il s'agit d'un témoignage vivant sur l'une des plus longues grèves de l'histoire ouvrière de ce pays.

Monique Piton, secrétaire chez Lip, réussit à nous faire partager les espoirs, les hauts et les bas qu'elle et ses camarades ont connu durant ces 9 mois de leur lutte finalement victorieuse. Cela nous vaut des descriptions parfois très drôles d'un patron plus que fantaisiste, Fred Lip, de hauts cadres qui plastronnent mais que la grève remet à leur place. Mais bien sûr ceux que Monique Piton préfère nous présenter ce sont ses compagnes et ses compagnons. Ces ouvriers, ces travailleuses qui par leur ténacité ont répliqué comme il convenait au « Lip c'est fini » de Messmer.

Monique Piton n'est pas une révolutionnaire. C'est une militante syndicaliste, catholique de gauche, CFDT.

Cela marque indéniablement certains de ses propos. Ainsi par exemple, si elle critique parfois la manière peu démocratique des interventions de son syndicat durant la grève, elle n'en tire aucune conclusion. Ainsi encore, elle tient parfois des propos fortement teintés d'anticommunisme lorsqu'elle critique l'attitude certes peu honorable de la CGT et du PCF à Lip. Le pendant d'une telle attitude s'exprime dans la sympathie qu'elle semble avoir pour Edgar Faure ou Neuschwander, le nouveau P-DG de Lip. Voilà qui trace les limites de son témoignage.

Ces réserves faites il reste un récit prenant et chaleureux sur la grève et ceux qui l'ont menée.

Pierre LAFFITTE.

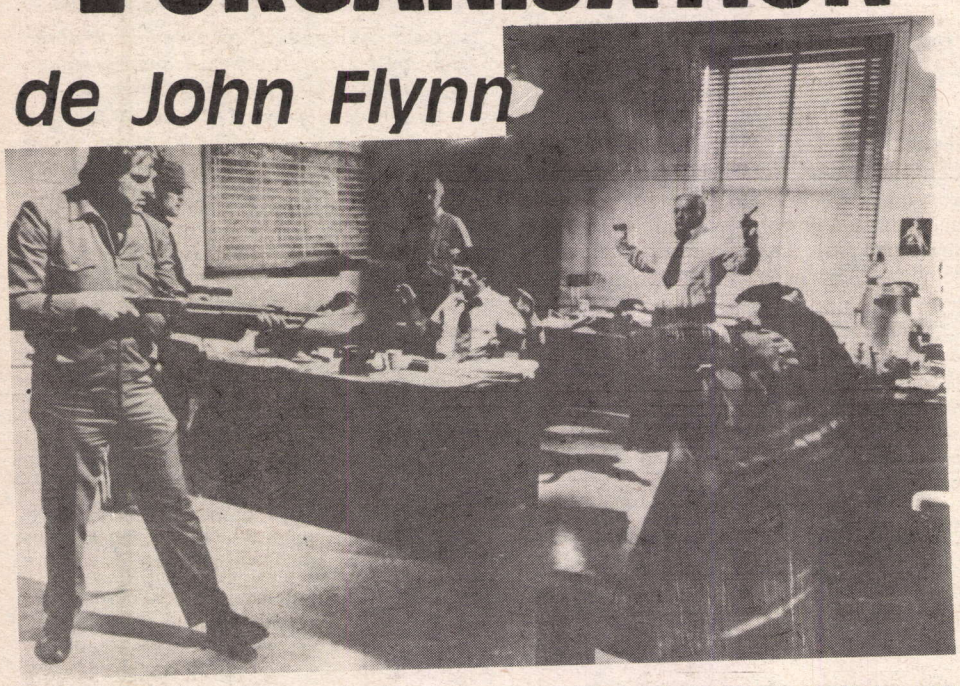
C'est possible de Monique Piton. Edition des femmes. Prix : 40 F.

(Ph. A.F.P.)

FILMS FILMS FILM

ÉCHEC A L'ORGANISATION

de John Flynn



Parce qu'il est malencontreusement tombé, lors d'un de ses hold-up, sur une banque contrôlée par une organisation de truands puissante, parce que « l'Organisation » s'est vengée en tuant son frère et en exerçant un odieux chantage sur celle qu'il aimait, un petit truand, Earl Macklin, décide de se venger. Et comme il est vindicatif, têtu, pur et dur, et qu'il a des comptes personnels à régler — il a à venger la mort de son frère et les sévices subis par sa petite amie — il se lance à fond dans cette lutte de David contre Goliath.

Earl Macklin et ses aventures, c'est un peu Zorro, c'est un peu Bonnie and Clyde, ou encore, le petit commerce, sentimental, contre le gros super-marché qui ne connaît que le froid calcul. Et le petit l'emporte sur le gros : Earl Macklin sort finalement gagnant.

En bref, les ingrédients habituels du genre, la violence, les bagarres, les courses poursuites. Si le « bon » triomphe des « méchants », tout cela se situe dans le monde des truands.

Et si le spectateur s'attache pendant plus d'une heure aux péripéties de cette histoire sans intérêt et parfois même peu vraisemblable, c'est que d'une part elle est bien jouée et que d'autre part le metteur en scène a su y mettre la pincée de sentiments qui fait que tous ses héros, pourtant minables, semblent autre chose que les simples marionnettes d'une intrigue policière.

M.V.

A VOIR

C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE
de Christian Gion

Une satire du monde de la publicité.

Panthéon 5e - Quintette 5e - France-Elysées 8e - Marbeuf 8e - Maxéville 9e - Athena 12e - Royal Passy 16e.

DUPONT LA JOIE
d'Yves Boisset

Un film antiraciste.

Bergère 9e.

FRANKENSTEIN JUNIOR
de Mel Brooks

Un pastiche du film d'horreur. Monstrueusement drôle.

Quintette 5e - Marignan-Pathé 8e - Montparnasse-Pathé 14e.

KAFR KASSEM
de Boris Alaouyie

L'histoire d'un massacre perpétré de sang-froid par l'armée israélienne contre un village en 1956.

14 Juillet (11e).

QUE LA FETE COMMENCE
de Bertrand Tavernier

La décadence de la société française sous la Régence.

Cinoche 6e - Concorde Pathé 8e.

A REVOIR

L'ARNAQUE : Studio Git-le-Cœur (6e).

LA GRANDE ILLUSION : André Bazin (13e).

LAWRENCE D'ARABIE : Kinopanorama (15e).

MACADAM COW BOY : Quartier Latin (5e) - Gaumont Rive Gauche (6e) - Saint-Lazare-Pasquier (8e) - Saint-Antoine (12e).

MORGAN : Saint-André-des-Arts (6e).

LES SEPT MERCENAIRES : UGC Odéon (6e) - Gaumont Colisée (8e) - Gaumont-Lumière (9e) - Gaumont-Sud (14e) - Cambronne (14e) - Le Mayfair (16e) - Clichy-Pathé (18e) - Gambetta (20e).

LE SHERIF EST EN PRISON : Studio Galande (5e) - Elysées Point Chaud (8e).

SPARTACUS : Daumesnil (11e) - Gaumont-Sud (14e). - Caravelle (18e).

SHERLOCK JUNIOR : Elysées-Lincoln (8e) - Quintette Dragon (6e) - Action Lafayette (9e) - Jean Renoir (9e) - 14-Juillet (11e).

VERA CRUZ : Rex (2e) - Rotonde (6e) - UGC Marbeuf (8e) - Mistral (14e) - Magic Convention (15e) - Clichy Palace (17e).

VIVA ZAPATA : Barbizon (13e).

TRINITA PRÉPARE TON CERCUEIL

DANS la série des Trinita, un nouveau film vient de paraître : **Trinita prépare ton cercueil.** Mais contrairement aux premières de la série, ce film ne présente aucun intérêt. Aucun humour, une accumulation de poncifs souvent présentés de façon ennuyeuse. Bref, une mauvaise histoire de vengeance où les invraisemblances succèdent aux longueurs.

En cette période où de nombreuses reprises paraissent sur les écrans, les amateurs de bons westerns trouveront aisément de bons films, tels **Vera Cruz** ou **Les sept mercenaires,** et il est de très loin préférable de voir ou de revoir de telles œuvres plutôt qu'un navet tel que **Trinita prépare ton cercueil.**

G.L.

SELECTION-TELE

Samedi 2 août

TF1 - 22 h 15 - Variétés : **les copains d'abord.** Ce soir Mort Shuman qui reçoit entre autres le violoniste Ivri Giltis et Alan Stivell.

Dimanche 3 août

ANTENNE 2 - 16 h 45 - Film : **La meilleure part** d'Yves Allégret, avec Gérard Philipe. La construction d'un barrage dans les Alpes. Un ingénieur et des ouvriers sont attelés à cette œuvre. Le film veut montrer les problèmes humains qui se posent dans le cadre d'une telle entreprise. Finalement, malgré ses bonnes intentions, il présente une vision assez conventionnelle et simpliste des problèmes sociaux.

Lundi 4 août

FR3 - 20 h 30 - Film : **Baisers volés** de François Truffaut, avec Jean-Pierre Léaud. Les périgrénations du héros des **400 coups** à 20 ans.

TF1 - 20 h 35 - Film : **L'Enfer est pour les héros** de Don Siegel, avec Steve Mc Queen. Un groupe de soldats dans l'enfer du débarquement de Normandie en 1944.

Mercredi 6 août

FR3 - 20 h 30 - Film : **Mollenard** de Robert Siodmak, avec Harry Baur. Une sombre histoire de trafiquants d'armes, mais jouée par les meilleurs acteurs du cinéma français d'avant-guerre.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Histoires vécues : **Enquête sur la mort d'un ouvrier.** Ce reportage de Jean-Emile Jeanneson montre la difficulté d'enquêter sur la mort d'un ouvrier. Cet ouvrier, c'est Jean-Claude Delaleau mort à Dunkerque au pied d'un haut fourneau d'Usinor en juin 1974.

Jeudi 7 août

FR3 - 20 h 30 - Film : **Lola Montes** de Max Ophuls, avec Martine Carol. La vie d'une artiste de cabaret et d'une femme galante par un maître du cinéma.

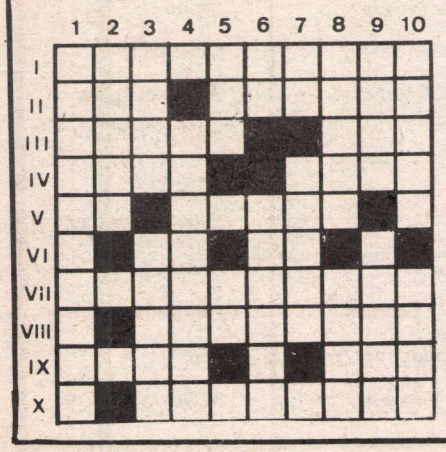
TF1 - 21 h 25 - Profil : **Mobotu.** A l'occasion du voyage de Giscard au Zaïre (ex-Congo belge) reportage sur le chef de cet Etat: Y verra-t-on les problèmes qui se posent à la population laborieuse de l'ex-Congo belge ?

Vendredi 8 août

ANTENNE 2 : 20 h 30 - L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau : **l'hiver des castors.**

FR3 - 21 h 20 : Les dossiers noirs : **L'affaire Stavisky.** Un escroc qui bénéficia de ses relations avec les politiciens. Le scandale que provoqua la révélation des escroqueries de Stavisky est directement à l'origine des journées du 6 février 1934. Débat entre autres avec le préfet de police du 6 février 34, Eugène Frot, et Jacques Duclos.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Enlevions avec difficulté. — II. On connaît son cadre et son niveau - A la queue-leu-leu. — III. Auteur latin - Un espagnol. — IV. Prénom masculin - Pour qu'il serve il faut frapper sur sa tête. — V. Epelé : manger comme un bébé - Salit. — VI. Sert de couverture - Rivière. — Où l'on accouche. — VIII. Fin de lavage. — IX. Elles sont sans effets - Quitte le navire à temps. — X. Parlent aux sens.

VERTICALEMENT. — 1. Si la mère de Debré l'avait connu... 2. Attache. — 3. Son tour est douloureux - Enlevées. — 4. Perdition. — 5. Initiales - Au bout des rangs. — 6. Interjection - Vaut mieux en boire que d'en tirer. — 7. Intérieur anglais - Viande. — 8. Permet de faire l'œuf - Equilibre. — 9. Diminutif - Dans la loi. — 10. Malins - Manches.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	R	A	C	T	E	R	E	S
II	O	■	A	L	O	U	R	D	I	E
III	L	I	E	U	T	E	N	A	N	T
IV	L	■	L	■	E	R	E	■	S	S
V	U	T	■	M	N	■	■	A	T	■
VI	S	O	L	I	T	A	I	R	E	S
VII	!	M	A	N	■	N	■	M	I	E
VIII	O	B	T	E	N	T	I	O	N	■
IX	N	A	T	T	E	E	■	N	■	I
X	S	I	E	S	T	E	■	S	O	L

LES VITICULTEURS EN COLERE

Manifestation à Montpellier en mars 1975. (Ph. Fotolib)

LES viticulteurs s'apprêtent à manifester de nouveau, en cette fin du mois de juillet, dans le Midi de la France. Cette fois encore, ils entendent protester contre l'attitude de la Communauté européenne qui, en ne prenant aucune décision en ce qui concerne la régularisation du marché des vins, laisse libre cours à l'entrée des vins italiens en France. Cette concurrence met nombre de viticulteurs dans une situation difficile, voire proche de la ruine.

Pourtant, si aujourd'hui les viticulteurs n'arrivent plus à tirer du fruit de leur travail une rémunération suffisante, ou tout simplement qui leur permette de vivre décemment, ce n'est pas pour autant que ceux qui sont à l'autre bout de la chaîne, ceux qui consomment, paieront le vin moins cher. Bien au contraire. Dans cette affaire, les seuls à s'enrichir, ce sont les grosses maisons qui assurent la distribution et la commercialisation du vin.

Il se passe en effet avec les viticulteurs ce qui se passe régulièrement avec les producteurs de fruits, d'artichauds, de pommes de terre ou de lait. D'un côté, les producteurs qui ont durement travaillé, durant toute une année, n'arrivent pas à récupérer la valeur de leur travail, de l'autre, les catégories laborieuses des villes payent les denrées de plus en plus cher. On assiste à cette situation absurde qui consiste à restreindre la quantité de produits que l'on met sur le marché, en les stockant, en les distillant, en les jetant parfois à la décharge publique, non pas parce qu'il y en a trop (en cette période de crise, au contraire, des millions de gens sont contraints à se restreindre), mais parce que les capitalistes contrôlent le marché et décident en fonction de leurs profits de ce qui est nécessaire.

Les viticulteurs ont raison de réclamer une juste rémunération de leur travail — même si, dans la lutte qu'ils mènent, certains, parmi les plus riches d'entre eux, peuvent tirer de gros profits. Même si, dans le cadre limité de cette lutte, les revendications des viticulteurs prennent forcément un aspect corporatiste.

Mais les limites de ce combat illustrent encore plus toute l'absurdité, toute l'injustice, toute l'incohérence d'une société dans laquelle ceux qui produisent sont les victimes, dans laquelle l'abondance de biens nuit, contrairement à ce que dit le proverbe.

Car les paysans, comme les travailleurs, aussi bien ceux de France que ceux d'Italie ou d'ailleurs, ont le même intérêt : en finir avec le marché capitaliste.

FOYER DE JEUNES RUE DAVIEL (13e)

MENACES D'EXPULSION

A la suite d'une grève des loyers déclenchée le 1er mai contre l'augmentation du prix de la pension, les quelque cent résidents qui habitent actuellement le foyer de jeunes travailleurs de la rue Daviel (Paris 13e) sont menacés d'expulsion. Une procédure en référés a déjà été lancée contre quinze d'entre eux par l'Association des Foyers de Jeunes (AFJ) qui gère le foyer, assignation qui a été reportée au 1er août.

Cette assignation est intervenue après que les pouvoirs publics avaient envisagé de remettre le foyer en gérance au Bureau d'Aide Sociale, l'AFJ déclarant vouloir abandonner le foyer. C'est ce changement d'attitude de l'association et des pouvoirs publics qui fait craindre l'expulsion pour tous.

Au début de la grève, les résidents ont avancé plusieurs revendications : réfection des locaux, séparation du prix de la chambre et du prix des repas (la pension payée incluait trente petits déjeuners et vingt-cinq repas). Mais c'est le passage de la pension de 560 à 590 F en mai qui a déclenché la grève. Cette augmentation faisait suite à une autre de 30 F en mars — deux mois avant ! — et des bruits sérieux en laissaient prévoir de nouvelles : 40 F en septembre et 70 F en janvier, soit 700 F le prix de la pension...

Cela posait de sérieux problèmes, en particulier aux résidents en chômage : au dernier recensement, il y en avait quarante-cinq sur cent trente résidents !

Depuis la grève, refusant toutes les revendications, l'Association a retiré directeur, animateur, personnel d'entretien. Et la seule réponse qu'elle a fini par donner aux résidents, c'est cette menace d'expulsion qui laisserait une centaine de jeunes à la rue.

Correspondant L.O.

COMMUNIQUE :

Les Eclaireuses, Eclaireurs de France de la Région Centre, Département du Cher, nous communiquent :

Les 30 et 31 août à Saint-Laurent (entre Bourges et Vierzon - Cher) les Eclaireuses et Eclaireurs de France et le Folk-Club « La Chanterelle » de Lyon organisent un festival de musique traditionnelle.

Groupes français : La Bamboche, Claque Galoche, Le Grand Rouge, Malicorne, etc.

Groupes étrangers : Ecosse, Espagne, Suède, Maroc, Norvège...

Durant deux jours : concerts, ateliers, bals...

Camping aménagé, parking, crêche, chapiteau, sur un terrain de plus de 30 hectares.

lutte ouvrière sur les routes des vacances

Ça y est, c'est parti. Dès le lundi 4 août, les dix « caravanes » de Lutte Ouvrière vont prendre la route.

Chaque jour, que vous soyez en Bretagne, sur la côte atlantique, dans les Pyrénées, sur la côte méditerranéenne, dans les Alpes, dans les Vosges, en Ardèche ou en Auvergne, vous pourrez rencontrer les militants de Lutte Ouvrière pour discuter avec eux, pour mieux nous connaître, pour mieux connaître nos activités, notre programme. Chaque soir, des montages audio-visuels, un film, des débats. Amis lecteurs, nous vous attendons !

Voici les étapes pour la première semaine :

REGIONS	LUN 4	MAR 5	MER 6	JEU 7	VEN 8	SAM 9	DIM 10
ALPES	Chambéry	Sciez	Annecy	Thonon		Excevenex	Yvoire
ARDECHE	Annonay	Tournon	Le Cheylard	Lac d'Issartès		Labégudo	Largentière
AUVERGNE	Aydat	Besse-en-Chand.	Le Chambon	Le Mont-Dore		La Bourboule	Bort-les-Orgues
BRETAGNE	St-Lunaire	Erquy	St-Brieuc	Trebeurden	Guingamp		Morlaix
COTE BASQUE	Montalivet	Lacanau	Le Montaut	Soulac	Arcachon		Claouey
MIDI		Antibes	Callas	Lorgnes	Saint-Raphaël		Cavalaire
PYRENEES	Toulouse	Montrejeau	Loures Barousse	Cierp Gaud		Arreau	Luchon
PYRENEES-ORIENTALES	Toulouse	Carcassonne	Perpignan	Elné		Port-Vendres	Port-Vendres
VOSGES-ALSACE	Champagney	Bruyères	Plombières	Longemer		Ribeauvillé	Barr
VENDEE	Meschers	Vaux-sur-Mer	St-Palais-sur-Mer	La Palmyre		St-Pierre-d'Oléron	St-Georges-d'Olér.